

# TICAD IV

Rapport d'activités annuel 2009

Résumé



YOKOHAMA 2008

**L**a deuxième Réunion ministérielle de suivi de la TICAD IV à Arusha (Tanzanie) se déroule avec, en toile de fond, le changement de gouvernement intervenu au Japon en 2009. Dans son premier grand discours de politique étrangère prononcé lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2009, le Premier ministre, M. Yukio Hatoyama, a non seulement reconfirmé que son gouvernement s'engageait « à poursuivre et à renforcer le processus de la TICAD », mais aussi « à redoubler d'efforts en vue de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement et de promouvoir la sécurité humaine ». Aussi, la politique japonaise visant à tout mettre en œuvre afin d'honorer les engagements pris en 2008 lors de la TICAD IV demeure-t-elle inchangée.

Compte tenu des défis auxquels le Continent reste confronté, la deuxième Réunion ministérielle de suivi sera l'occasion de faire preuve d'un engagement et d'un soutien sans failles envers l'Afrique. Au moment où le Plan d'Action de Yokohama (PAY) se trouve presque à mi-parcours, cette rencontre devrait offrir l'occasion à toutes les parties prenantes au Processus de la TICAD de donner une impulsion nouvelle à une coordination accrue et à des actions plus ciblées permettant d'intensifier leur partenariat et leur appui aux efforts de l'Afrique en vue d'un progrès équilibré dans les quatre grands volets de la TICAD : « Accélérer la croissance économique », « Atteindre les OMD », « Consolider la paix et la bonne gouvernance », « S'attaquer aux questions de l'environnement et des changements climatiques », tout en assurant la sécurité humaine.

# TICAD IV

## Rapport d'activités annuel 2009

### Résumé

## Table des Matières

I. Aperçu .....	4
II. Accélérer la croissance économique	
1. Infrastructures .....	7
2. Commerce, investissements et tourisme .....	10
3. Agriculture et développement rural .....	12
III. Atteindre les OMD	
1. Développement des communautés .....	14
2. Éducation .....	16
3. Santé .....	18
IV. Consolider la paix et la bonne gouvernance .....	20
V. S'attaquer aux questions de l'environnement et des changements climatiques .....	23
VI. Partenariat élargi .....	26

# I. Aperçu



La TICAD IV de mai 2008.

(Photo: MOFA)

**D**ans l'ensemble, des avancées sensibles ont marqué la deuxième année de mise en œuvre du Plan d'Action de Yokohama (PAY). Bien que le présent rapport couvre les progrès réalisés au cours de la période d'avril 2008 à la fin mars 2010, il examine principalement ceux réalisés en 2009. Le détail des activités entreprises par les partenaires, secteur par secteur, pays par pays et année par année, peut être consulté sur le nouveau site internet :

La période couverte par le présent rapport coïncide avec la pire récession que le monde ait traversée au cours des dernières années, même si l'économie mondiale montre aujourd'hui des signes de reprise résultant en grande partie des mesures extraordinaires de relance mises en œuvre par les pays industrialisés. Bien que la situation demeure fragile en Afrique comme dans le reste du monde, selon les « Perspectives économiques en Afrique 2009\* », le Continent devrait probablement réaliser une croissance de 4,5 % en 2010.

Malgré cette projection favorable, il est impératif que les partenaires de l'Afrique au développement honorent les engagements pris dans les enceintes internationales. Le présent rapport examine l'état d'avancement de la mise en œuvre des activités contenues dans le PAY et, partant, évalue le respect des engagements pris lors de la TICAD IV.

La TICAD se réjouit également du Plan d'Action révisé pour l'Afrique AU/NEPAD 2010-2015 qui s'avère être un cadre majeur pour les programmes et projets phares de l'Afrique destinés à accélérer l'intégration régionale et continentale et ancrés dans les principes directeurs de l'UA/NEPAD. La TICAD est déterminée à œuvrer dans une synergie encore plus étroite avec l'UA/NEPAD et les Communautés Economiques Régionales.

\*Publié conjointement par la Banque africaine de développement (BAD), le Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UN-ECA).

## Impacts de la crise financière et économique mondiale sur l'Afrique et Suivi de la première Réunion ministérielle de la TICAD à Gaborone, Botswana, en mars 2009

La crise financière et économique mondiale a provoqué une diminution sensible des flux de capitaux privés, des transferts de fonds, des prix des produits de base, de la demande à l'exportation et du tourisme dans toute l'Afrique, ralentissant la croissance et menaçant d'effacer les gains substantiels réalisés durant la décennie précédente. Les données disponibles montrent que la croissance en 2009 était nettement plus faible que les 5,2% enregistrés en 2008. En effet, à l'heure actuelle le taux de croissance de l'Afrique subsaharienne est estimé à 1,9% pour 2009. Pour la première fois en près de dix ans, le PIB par habitant a chuté, entraînant des millions de personnes supplémentaires dans une pauvreté extrême.

Bien que la crise ait des effets divers d'un pays à l'autre, les gouvernements africains y ont apporté des réponses similaires, s'attachant à minimiser la chute de la croissance, à protéger les pauvres et à préparer les économies à bénéficier d'une reprise économique mondiale. Le fait que les pays aient poursuivi, voire accéléré pour certains, les réformes économiques prudentes qui

avaient alimenté la croissance économique des dix dernières années sur le Continent représente un élément clé. Les pays ayant de la marge sur le plan fiscal ont maintenu leurs programmes de dépenses publiques et accepté de faibles déficits, tandis que ceux dont la marge fiscale ne permettait pas de mettre en œuvre des politiques contracycliques ont pris des mesures pour réduire les déséquilibres macroéconomiques. La plupart des pays ont élargi leurs filets de sécurité ciblés de manière à amortir le choc sur les populations les plus vulnérables. Les mesures adoptées par les gouvernements africains ont montré que les aides extérieures ont également été bien utilisées.

Si les actions menées par les pays africains comme par leurs partenaires au développement ont permis d'atténuer les effets de la crise, les difficultés du Continent perdurent. Il importe que les pays tirent parti de la reprise économique mondiale et reprennent le chemin d'une croissance durable, tout en tenant compte des défis tels que les changements climatiques. Pour ce faire, une attention concertée et soutenue, un engagement et une action décisive des gouvernements

africains et de la communauté internationale sont indispensables. La première Réunion ministérielle de suivi de la TICAD s'est tenue à Gaborone (Botswana) en mars 2009, dans un contexte où la crise financière et économique mondiale frappait de plus en plus lourdement les pays africains. Aussi, le gouvernement japonais a-t-il fidèlement transmis au Sommet du G-20 de Londres en avril

2009, le point de vue et les préoccupations contenues dans le Communiqué adopté à Gaborone. Il a également fait montre de son leadership en mettant rapidement en œuvre les mesures de soutien qu'il avait annoncées lors de la réunion, comme indiqué dans le tableau. Comme décrite ci-après, la mise en œuvre d'aspects clés du PAY a été véritablement accélérée.

## L'état des mesures de soutien annoncées à Gaborone (mises en œuvre de mars 2009 à mars 2010)

- Mise en œuvre rapide de subventions et d'une assistance technique pour une valeur de 2 milliards de dollars  
→ Environ 1,8 milliards de dollars décaissés ou engagés
- Mesures d'aide humanitaire d'une valeur de 300 millions de dollars  
→ Plus de 800 millions de dollars décaissés (compris dans les 1,8 milliard de dollars susmentionnés)
- Décaissement de 200 millions de dollars en faveur du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme  
→ 380 millions de dollars décaissés
- Renforcement des capacités du personnel de gestion dans le secteur financier  
→ La JICA a d'ores et déjà organisé des stages de formation pour 122 personnes.

## L'aide publique au développement (APD) du Japon en faveur de l'Afrique

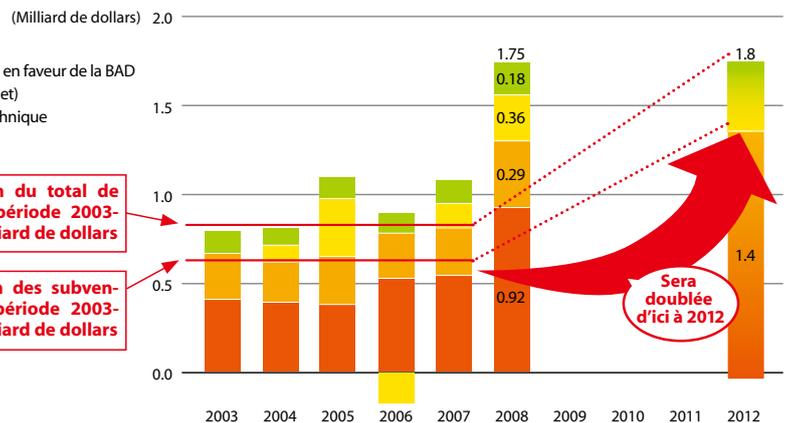
Lors de la TICAD IV, le Japon s'est engagé à doubler le montant total de son APD en faveur de l'Afrique, allègement de la dette non compris, avec un objectif de 1,8 milliard de dollars d'ici à 2012. En 2008, 1,75 milliard de dollars ont été décaissés. Le gouvernement japonais a l'intention de poursuivre ses efforts en vue d'assurer une APD suffisante en faveur de l'Afrique.

■ Décaissement en faveur de la BAD  
■ Prêts d'APD (net)  
■ Assistance technique  
■ Subventions

Niveau moyen du total de l'APD sur la période 2003-2007 : 0,9 milliard de dollars

Niveau moyen des subventions sur la période 2003-2007 : 0,7 milliard de dollars

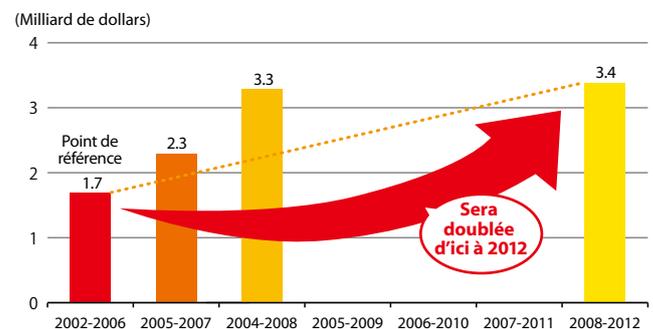
## APD totale du Japon, allègement de la dette en 2008 non compris



## Investissement direct du Japon en Afrique

Comme le montre le Tableau, à la fin de l'année 2008, la moyenne sur cinq ans du niveau de l'investissement direct en Afrique s'avère encourageante. Toutefois, compte tenu du retrait des investissements sous l'effet de la crise financière et économique mondiale en 2009, il n'est pas possible de prévoir quelle sera la tendance. Si, comme l'indique ce rapport, le recours à divers dispositifs financiers progresse favorablement, des efforts continus s'imposent de la part de l'ensemble des parties prenantes afin d'obtenir des résultats tangibles d'ici à 2012. (Voir « II. 2 Commerce, investissements et tourisme » pour plus de détails.)

## Moyenne sur cinq ans du niveau de l'investissement direct du Japon en Afrique



## Niveau (actifs) de l'investissement direct du Japon en Afrique par année de référence

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Million de dollars	1 232	2 052	1 628	1 332	2 701	3 895	7 325

(Source: JETRO)

\*Considérant que le niveau de l'investissement direct fluctue d'une année à l'autre, la moyenne du niveau sur cinq ans en fin d'année est calculée entre le point de référence (1,7 milliard de dollars) et l'objectif (3,4 milliards de dollars).

\*L'Égypte et la Libye non comprises.

\*Le tableau comprend l'île Maurice, où la majeure partie de l'investissement est censée être transférée vers l'Inde.

\*Tous les "dollars" utilisés dans ce rapport indiquent "dollars américains."

## Mécanismes financiers

L'octroi de prêts en yens par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) progresse de manière satisfaisante : 45% du total des montants visés ont été engagés à la fin mars 2010. La plus grande partie du prêt en yens engagée est destinée aux énergies renouvelables (41%) ; au développement du secteur privé (19%) et au transport (18%), comme indiqué dans le Tableau.

Les financements par la Banque japonaise de coopération internationale (JBIC) ont également progressé favorablement : 50% du total des montants promis ont été engagés à la fin mars 2010. Des exemples de prêts accordés par la JBIC comprennent : la production accrue de moustiquaires antipaludiques en Tanzanie et des projets liés aux infrastructures en Afrique du Sud tels que ceux associés au transport d'électricité et à l'expansion portuaire (voir p. 8). La JBIC a par ailleurs créé « Le Mécanisme en faveur de l'investissement en Afrique (FAI) » en vue d'apporter un soutien aux activités commerciales des entreprises japonaises en Afrique. Une partie de ce financement est investie dans un fonds qui offre un échange de devises émergentes et d'autres instruments dérivés.

Le Groupe Banque mondiale a également augmenté ses prêts afin d'aider les pays africains à gérer l'impact de la crise mondiale sur l'économie.

En 2009, les crédits de l'Association internationale de développement (AID) à l'Afrique ont reçu priorité et leur déboursement a été accéléré. Ainsi ils ont atteint 7,8 milliards de dollars, par rapport aux 5,7 milliards de dollars de 2008.

Le financement de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) destiné à l'Afrique a été porté à 1,5 milliard de dollars ; la Société financière internationale (SFI) a fourni 1,8 milliard de dollars en soutien aux initiatives du secteur privé et l'Agence multilatérale de garantie d'investissement (AMGI) a octroyé 50 millions de dollars en tant que garanties nouvelles. En outre, une aide d'urgence de 710 millions de dollars a été octroyée à vingt et un pays africains par le biais du Dispositif mondial de réponse à la crise alimentaire, une nouvelle initiative établie en réponse à la crise mondiale. Ce financement cible les programmes de filets de sécurité ; les programmes de repas scolaires et de nourriture en échange du travail ; les achats de semences et d'engrais ainsi que les aides budgétaires destinées à résoudre les déséquilibres budgétaires.

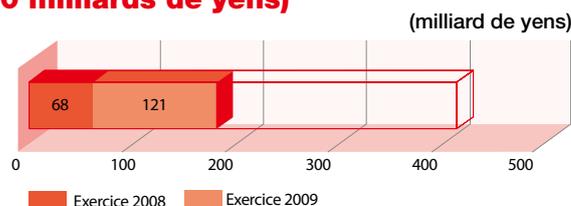
## Analyse par secteur

Les objectifs du PAY en termes de subventions et de coopération technique dans les cinq secteurs progressent de manière satisfaisante. Les avancées les plus significatives ont été enregistrées dans le secteur des infrastructures où elles ont dépassé l'objectif visé (117%). Viennent ensuite les secteurs de l'agriculture (80%), puis de l'eau et de l'assainissement (93%), tandis que les secteurs de l'éducation (58%) et de la santé (56%) indiquent des progrès réguliers pour la deuxième année consécutive. Plusieurs projets sont en cours de réalisation ; des progrès supplémentaires sont donc prévus durant l'année 2010.

Les programmes de renforcement des capacités avec des objectifs chiffrés sont en bonne voie d'atteindre leurs objectifs respectifs d'ici à 2012. Il s'agit par exemple du « renforcement des capacités de 50 000 leaders agricoles » ; de l'« amélioration de la gestion de 10 000 écoles » ; de la « formation de 100 000 enseignants de mathématiques et des sciences » ; de « 100 000 professionnels sanitaires et médicaux » ; de « 5 000 gérants/usagers de l'eau » ; et de la « fourniture d'eau potable à 6,5 millions de personnes ». Néanmoins, afin d'atteindre l'objectif « développement et rénovation des installations d'irrigation (100 000 ha) » des efforts supplémentaires sont nécessaires.

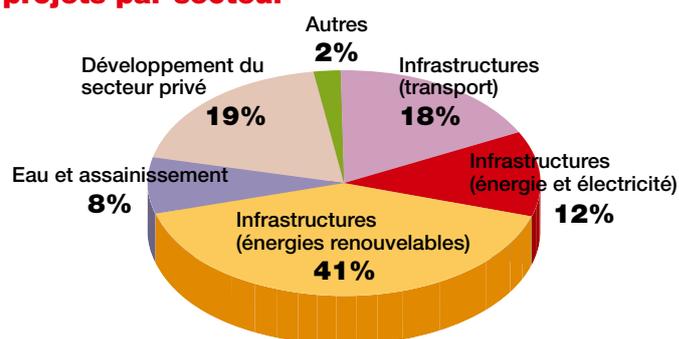
S'agissant des politiques destinées à s'attaquer aux changements climatiques,

## Les engagements de prêts en yens se chiffrent à 4 milliards de dollars (420 milliards de yens)

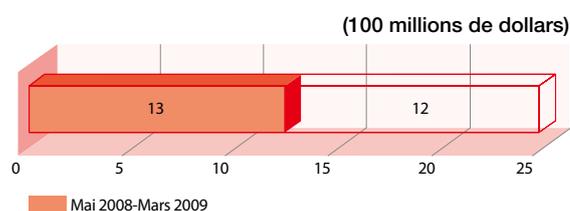


\*Comprend les projets pour lesquels les Échanges de Notes seront signés d'ici fin mars 2010.

## Engagements de prêts en yens dans des projets par secteur

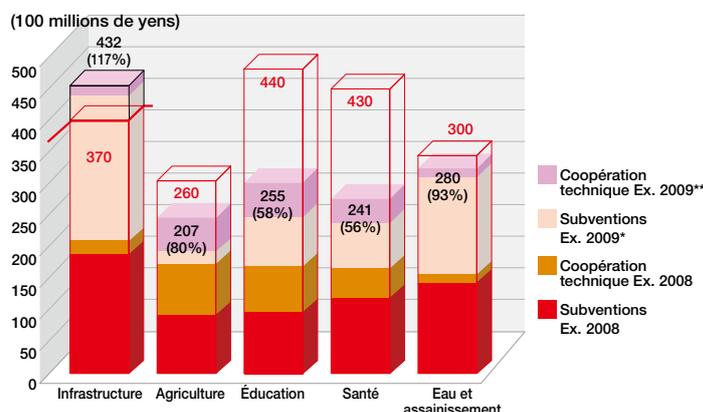


## Les engagements de prêts de la JBIC se chiffrent à 2,5 milliards de dollars



les fonds mis à disposition dans le cadre d'initiatives telles que l'« Initiative Hatoyama » (voir p. 25) lancée par le Japon devraient faire progresser les mesures d'atténuation et d'adaptation en Afrique.

## PROGRESSION DES SUBVENTIONS ET DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE PAR SECTEUR



\*Subventions : exercice 2009 : sur la base des Échanges de Notes (en date du 31 mars 2010)

\*\*Coopération technique durant l'exercice 2009 : estimations reposant sur les chiffres totaux de l'exercice 2008

\*\*\*Exclure les assistances pour les sous-secteurs de d'irrigation et de l'eau.

# II. Accélérer la croissance économique

**M**algré les revers essuyés par les pays africains, un grand nombre d'entre eux sont bien placés pour se rétablir, à condition que les gouvernements poursuivent les réformes et que la communauté internationale joue son rôle. La croissance significative observée avant la crise économique était en partie due à un environnement extérieur favorable, dont des prix élevés, des conditions commerciales propices, un flux de capitaux privés accru. En outre, des politiques économiques saines et une macroéconomie améliorée ont également joué un rôle important. L'environnement politique en Afrique demeure largement favorable et propice à une croissance robuste sous réserve que l'économie mondiale se rétablisse et que des ressources externes soient disponibles.

Les sources de croissance potentielle sur le continent comprennent l'exploitation des ressources naturelles, l'agriculture, le tourisme et la production de biens. Toutefois, il faudra relever d'importants défis. Des insuffisances considérables au niveau des infrastructures continuent de freiner la productivité et la compétitivité de la plupart des pays africains, tandis que des améliorations dans la gouvernance, la transparence et la gestion du secteur public sont nécessaires afin de gagner la confiance du public et d'attirer des investissements domestiques et étrangers. Dans de nombreux cas également, les femmes sont privées des opportunités d'emploi, et les systèmes éducatifs ne dotent pas les étudiants des compétences nécessaires dans une économie mondiale compétitive.

En matière d'accélération de la croissance économique, les politiques que les gouvernements africains mettent en place seront décisives, mais le soutien de partenaires bilatéraux et multilatéraux ainsi que celui du secteur privé seront également essentiels. Ce soutien doit par ailleurs aller au-delà de l'aide au développement, afin que l'investissement du secteur privé et le commerce régional et international deviennent des facteurs clés favorisant et soutenant la croissance africaine.

## 1. Infrastructures



**C**ompte tenu du besoin gigantesque d'infrastructures en Afrique, toutes les parties concernées doivent s'efforcer d'apporter un soutien efficace et un ordre de priorité précis par région reste indispensable.

À l'heure actuelle, le Consortium pour les infrastructures en Afrique (ICA) met en place un plan d'activités commerciales stratégiques visant à confier la coordination au sein des partenaires à des groupes de travail sectoriels, en attendant que le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) de l'Union africaine (UA) et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) soient finalisés.

### État de l'aide japonaise - Avril 2008 - Mars 2010 (provisoire)

L'objectif du Japon est de garder un contact étroit avec la communauté internationale et le secteur privé afin de faciliter l'allocation des ressources stratégiques à chaque région. Le Japon a enregistré des progrès considérables dans le secteur des infrastructures, les objectifs chiffrés des dons et de l'assistance technique figurant dans le PAY ayant d'ores et déjà été atteints (117%) et les engagements de prêts en yens concernant des projets d'infrastructures se chiffrant à près de 1,5 milliard de dollars. Toutefois, une aide accrue est nécessaire au niveau de chaque sous-secteur, notamment celui de l'irrigation. Le Japon continuera à contribuer à ce secteur au-delà des cibles du PAY.

### Montant total des engagements de l'APD dans des projets du secteur des infrastructures (Avril 2008-Mars 2010)

(100 millions de yens)

	Transport	Électricité	Eau	Irrigation
Prêt en yens	294,54	1 046,25	225,00	0
Dons et coop. tech.	318,43	113,62	280,42	92,98

\*Les chiffres détaillés sont consultables sur le site Internet suivant : <http://www.mofa.go.jp/region/africa/ticad/ticadfollow-up/report/index.html>

# 1. Infrastructures

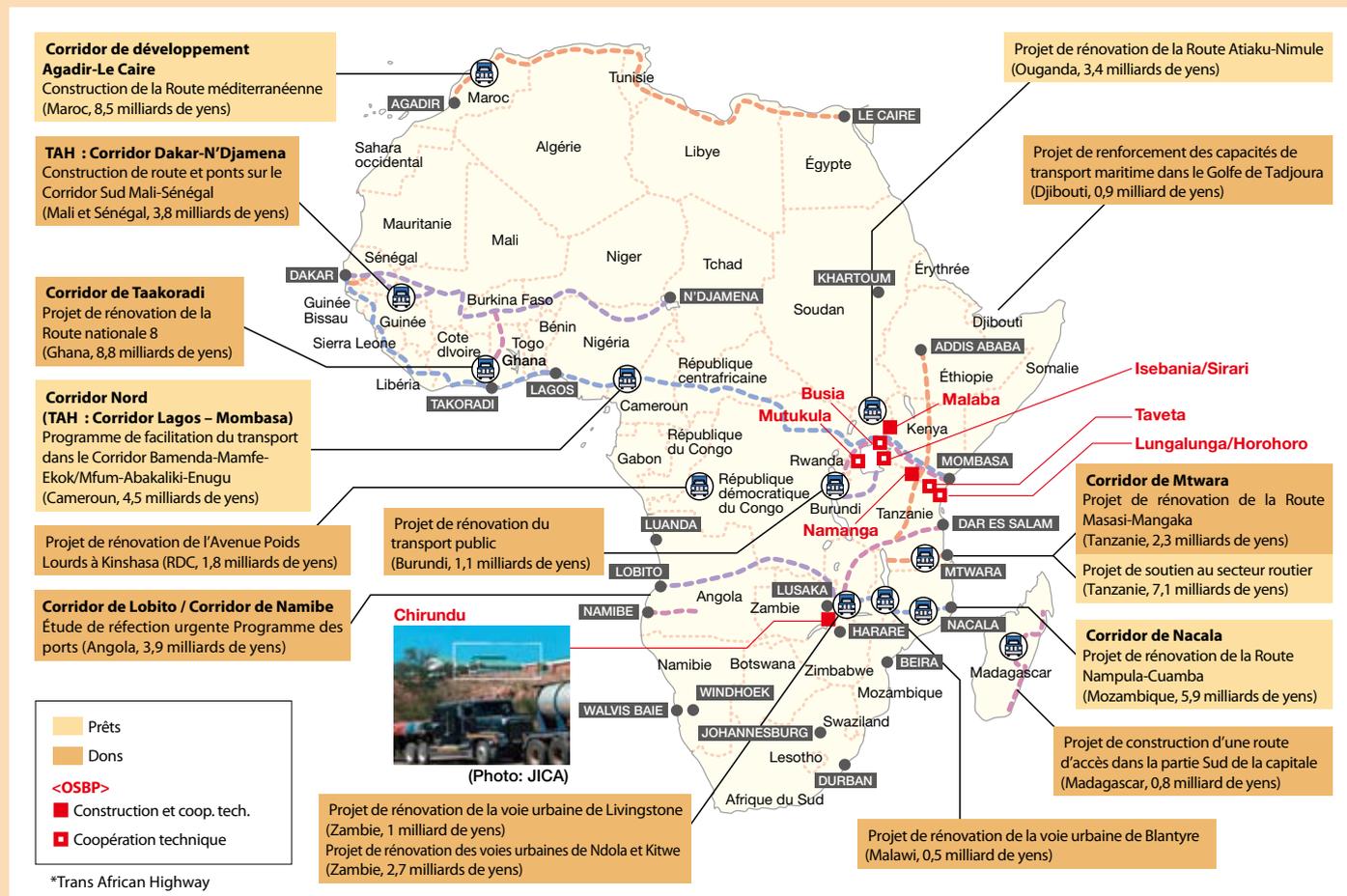
## Infrastructures régionales de transport

Le Japon va concentrer son appui financier et technique sur des couloirs de transport ciblés dans chaque région, en privilégiant avant tout les routes, mais sans toutefois oublier les ports, les ponts, le transport urbain et les chemins de fer.

Eu égard à l'établissement de quatorze « postes uniques de frontière » (OSBP) en vue de faciliter la fluidité et l'efficacité des

procédures de passage des frontières, le soutien à huit postes est désormais terminé, tandis que six autres sont actuellement programmés. Des séminaires destinés aux cadres de l'administration des recettes et de l'administration douanière de pays africains ont également été organisés en collaboration avec l'Organisation mondiale des douanes (OMD).

### Coopération japonaise liée aux infrastructures régionales de transport



## Participation des institutions régionales et partenariats public-privé

La JICA envoie actuellement du personnel auprès des Secrétariats du NEPAD et de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC). Toutefois, sachant que le rôle des Communautés économiques régionales (REC) prend de l'ampleur, notamment dans le secteur des infrastructures, il serait souhaitable de renforcer davantage les futurs partenariats.

L'utilisation des « Autres apports du secteur public » (AASP) progresse dans le secteur des infrastructures en vue de promouvoir les partenariats public-privé qui facilitent les activités commerciales. (Voir le Tableau)

(Pour en savoir plus sur les partenariats publics-privés, voir les sections « I. Aperçu » et « II. 2. Commerce, Investissement et Tourisme »)

### ● Expansion du Port de Durban: (signé le 26 mars 2009)

Le prêt de 35 milliards de yens a été cofinancé par trois banques commerciales japonaises, la JBIC apportant également une garantie pour la tranche de leur cofinancement. Ce prêt finance les activités qui seront entreprises par Transnet, une société de transport ferré de fret, de ports et d'oléoducs appartenant entièrement à l'État sud-africain, y compris l'élargissement du chenal d'accès et l'approfondissement du Port de Durban.



(Photo: Transnet)

### ● Transport d'électricité en Afrique du Sud: (signé le 9 juillet 2008)

Le prêt de 7,5 milliards de yens a été cofinancé par six banques commerciales japonaises, la JBIC apportant également une garantie pour la tranche de leur cofinancement. Ce prêt finance les projets de transport d'électricité du réseau Nord d'ESKOM, qui vise à renforcer et à élargir le réseau de transport en place afin de favoriser la croissance au sein de la Province de Limpopo en Afrique du Sud.

## Infrastructures régionales d'électricité

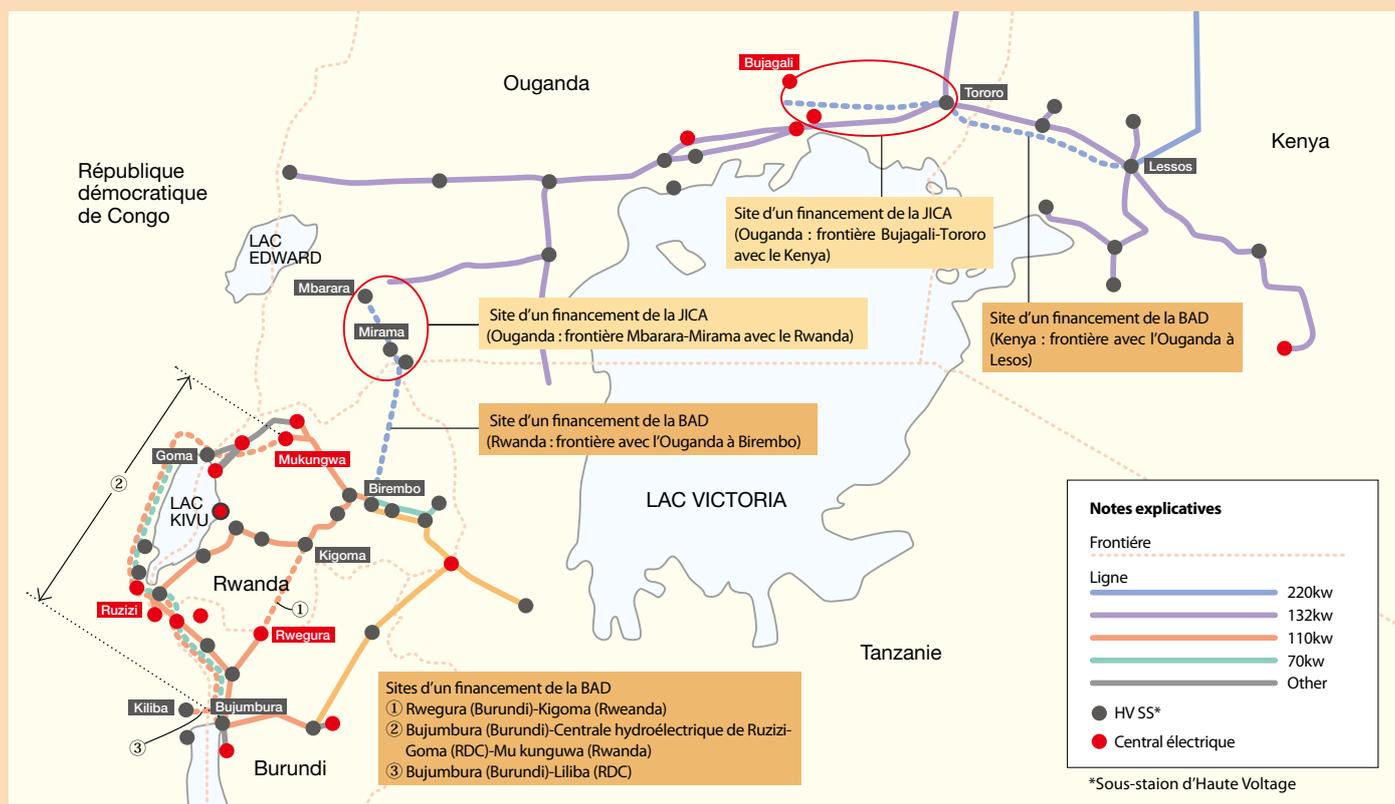
Des études sont en cours pour soutenir plus efficacement les infrastructures régionales d'électricité, en collaboration avec d'autres partenaires, en fonction des circonstances des échanges d'énergie électrique existant dans chaque région.

### Quelques exemples récents illustrant le soutien du Japon

#### ● Lignes de transport international d'électricité à grande échelle pour un échange d'énergie électrique:

##### Projet d'interconnexion des réseaux électriques des Pays des Lacs Équatoriaux du Nil

Un prêt de 5,41 milliards de yens (soit 52,6 millions de dollars) a été octroyé à l'Ouganda en mars 2010 pour l'installation d'un réseau de transport d'électricité entre 5 pays du Bassin du Nil (Ouganda, Kenya, Rwanda, Burundi et RDC) dans le cadre d'un cofinancement avec la BAD.



#### ● Électrification locale:

##### Projet de rénovation urgente du système d'alimentation en électricité de Freetown

Un don de 1,651 milliards de yens (soit 16,1 millions dollars) a été octroyé à la Sierra Leone en mai 2008 pour l'installation d'une centrale électrique de 10 MW dans la capitale qui souffre d'une grave pénurie d'électricité à la suite de troubles internes.



(Photo: JICA)

## Efforts menés par les autres partenaires de la TICAD

La Banque mondiale a publié en novembre 2009 un rapport sur l'état des infrastructures dans les pays africains intitulé « Infrastructures africaines : Temps pour la transformation ». Ce document indique qu'un déficit de financement annuel de 31 milliards de dollars subsistera, même si 17 milliards de dollars supplémentaires sont mobilisés chaque année en améliorant l'efficacité du mode de dépense actuel.

Les prêts de la BIRD et de l'AID aux infrastructures en 2009 se sont

chiffrés à 3,6 milliards de dollars pour l'Afrique subsaharienne et à 1 milliard de dollars pour l'Afrique du Nord, tandis que la SFI a fourni une aide à hauteur de 219 millions de dollars en faveur des investissements du secteur privé. En reconnaissance de l'importance des infrastructures régionales, l'aide pour des couloirs de transport régional, des échanges d'énergie électrique, des liens aux réseaux fédérateurs des TIC a été rehaussée. Comme prévu, la BM continuera à augmenter ses prêts pour les infrastructures.

# 2. Commerce, Investissement et Tourisme

## (1) Commerce et investissement

### ✈ Tendances en matière de commerce et d'investissement entre le Japon et l'Afrique

Le total des échanges commerciaux entre le Japon et l'ensemble de l'Afrique a diminué de 46% en 2009 par rapport à 2008. Malgré la baisse du montant de l'investissement direct japonais de janvier à septembre 2009 par rapport à la même période en 2008, des entreprises japonaises ont néanmoins réussi à entreprendre des activités commerciales portant sur des projets de construction et d'installation, notamment en Égypte, en Algérie et en Afrique du Sud. Des progrès ont également été enregistrés dans le domaines des accords d'investissement bilatéraux : des négociations en

bonne et due forme avec l'Angola ont débuté, et des préparatifs en vue d'accords avec plusieurs autres pays sont en cours.

Il importe que les secteurs privé et public japonais et africains poursuivent de concert leurs efforts, tels que ceux exposés dans les paragraphes ci-après, afin d'obtenir des résultats tangibles en vue d'atteindre l'objectif de doubler l'investissement direct japonais en Afrique d'ici 2012 (voir p.5 pour l'état de l'investissement jusqu'en 2008).

### ✈ Soutien à la capacité africaine de faire des affaires

Les pays africains s'efforcent d'améliorer leur environnement des affaires. Selon l'édition 2010 du rapport de la Banque mondiale Doing Business, dix-huit pays africains ont amélioré leur classement par rapport à celui de 2009. Le plus remarquable est le Rwanda qui, de la 143ème place, s'est hissé à la 67ème et a réalisé la

meilleure performance en Afrique. Les partenaires de la TICAD mettent actuellement en place diverses mesures destinées à rendre l'environnement africain du commerce et de l'investissement plus propice aux affaires.

### Quelques exemples de l'aide japonaise destinée à améliorer l'environnement des affaires en Afrique

#### Promotion du commerce

##### ● JICA: Programme "Kaizen"

"Kaizen" se réfère à une philosophie et à des pratiques visant à rechercher l'amélioration permanente mises en place de manière intégrée dans nombre d'entreprises japonaises. Suite aux deux projets Kaizen menés en Égypte et en Tunisie, la JICA a lancé en 2009 un nouveau projet en Éthiopie, suite à une série de dialogues de haut niveau sur les politiques de développement industriel avec le gouvernement éthiopien sous la direction du Premier ministre, M. Meles Zenawi.

##### ● JETRO: ACCÈS JAPON! (Mécanisme permettant l'accès des produits africains sur le marché japonais)

Le JETRO aide les produits africains à avoir accès au marché japonais grâce à l'envoi d'experts, l'organisation de séminaires et expositions en différents endroits. Le Projet « Un village, un produit » mis en place dans les aéroports de Narita et du Kansai est une autre composante de ce mécanisme. Actuellement, six projets sont en cours pour améliorer des produits africains à haut potentiel tels que cacao, thé, paniers etc., à la suite des quatre premiers produits lancés avec succès dans six pays en 2008. (voir ci-dessous)

Épices mélangées de Tanzanie



(Photo: Baraka Co., Ltd.)

Confiture et Tisane du Kenya



(Photo: Fair Trade Company)

(Photo: JICA)

#### Promotion de l'investissement

##### ● JICA: Programme du triangle de l'espoir (TOH) en Zambie

Douze recommandations concrètes en matière de politiques et un plan d'action pour la création d'un environnement favorable à l'investissement en Zambie ont été formulés avec l'aide d'un consultant



malaisien invité par la JICA. Ce projet met en avant le renforcement des capacités de l'Agence zambienne du développement (ZDA) afin de lui permettre de mieux mener ses activités de promotion de l'investissement. Ainsi, une entreprise de téléphonie mobile a été créée en 2009 en Zambie dans le cadre d'un partenariat avec une société malaisienne.

Volonté et intégrité politiques

**ESPOIR**

Efficacité et intégrité de la fonction publique

Dynamisme et intégrité du secteur privé

##### ● JBIC/CNUCED:

##### recommandations en matière de politiques au Nigéria

Le Blue Book a été préparé conjointement par la JBIC et la CNUCED afin d'encourager l'investissement direct des entreprises japonaises au Nigéria. Il comprend, outre l'amélioration des procédures et une zone économique polyvalente pilote, un plan d'action efficace et réaliste en quinze mesures à court terme.



##### ● NEPAD-OCDE: Initiative en faveur de l'investissement en Afrique

Cette Initiative financée par le Japon et qui a pour objectif d'apporter un soutien à l'amélioration des capacités africaines en vue de renforcer l'environnement de l'investissement en faveur de la croissance et du développement, joue un rôle de modérateur du dialogue sur la politique d'investissement à l'échelle régionale.

#### Développement du secteur privé

##### ● Mécanisme pour le renforcement de l'assistance au secteur privé renforcé (EPSA) en Afrique

L'EPSA est une l'initiative conjointe du gouvernement japonais et de la BAD lancée en 2005 en vue de mettre en œuvre une aide intégrée au secteur privé en Afrique. Dans le cadre de son engagement à accorder des prêts en yens à hauteur d'un milliard de dollars à partir de 2005, 32,1 milliards de yens (équivalents à 300 millions de dollars) ont été octroyés en septembre 2008. En outre, le Fonds d'aide au secteur privé africain (FAPA) a été créé à la BAD sous forme de fonds fiduciaire visant à apporter une assistance technique au développement des PME, au renforcement des capacités des organismes financiers et au renforcement de la gouvernance dans le secteur public.



## ✈ Appui public aux entreprises japonaises (partenariat public-privé)

Le gouvernement japonais élargit son programme de « Partenariat public-privé pour accélérer la croissance économique ». Outre la diffusion proactive des informations par divers moyens, dont séminaires et colloques, il renforce les mesures destinées à encourager l'utilisation des sources publiques de financement telles que l'APD pour faciliter les activités commerciales menées par des entreprises japonaises.

En 2009, une mission conjointe de prospection touristique de haut niveau a été envoyée au Rwanda avant la tenue du Cinquième Forum d'Affaires Afrique-Asie (AABF V). Par ailleurs, plusieurs missions public-privé ont été dépêchées afin de promouvoir le commerce et l'investissement dans divers secteurs. Au moins quinze missions de ce type ont été effectuées entre janvier 2009 et mars 2010, y compris le Voyage d'étude en Afrique australe de janvier 2010, destiné à explorer les modalités de collaboration entre les secteurs public et privé. En décembre 2008 et novembre

2009, des colloques organisés par le gouvernement japonais sur la promotion du commerce et de l'investissement ont offert aux entreprises japonaises l'occasion de s'informer sur l'environnement du commerce et de l'investissement dans treize pays africains.

En 2009, le gouvernement japonais a lancé son soutien public à la promotion d'activités commerciales dites « base de la pyramide » (BOP), activités durables qui ciblent les franges les plus pauvres de la société et contribuent à apporter une solution aux questions relevant du social et du développement. Des mécanismes de soutien afférents, qui fonctionnent de manière similaire aux programmes en cours, à l'instar du Programme « Encourager les entreprises viables » (GSB) du PNUD, ont été conçus par la JICA et le JETRO. Ce qui devrait contribuer à diversifier davantage les partenariats public-privé en Afrique.

(Pour en savoir plus sur les prêts de la JBIC, voir également p.6 et p.8)

## (2) Promotion du tourisme

La Commission de l'Union Africaine travaille à l'élaboration d'une politique intégrée de tourisme pour le continent fondée sur le Plan d'action touristique pour l'UA / NEPAD adopté en 2004. Dans la perspective de la Coupe du monde 2010 de la FIFA en Afrique du Sud, le cinquième Forum d'Affaires Afrique-Asie (AABF V) axé sur le tourisme a été organisé en Ouganda en juin 2009 par les Co-organisateur avec l'ONUDI et l'OMT.

### L'AABF V en Ouganda

(Photo: MOFA)

349 représentants de 35 pays issus des secteurs public et privé ainsi que de la société civile et des organisations internationales ; signature de Protocoles d'accord (MoUs) et d'accords de partenariat pour un montant de 245 millions de dollars. Le Forum a été sanctionné par les conclusions du Président qui contiennent des recommandations sur les actions à entreprendre, dont :

- (i) une approche holistique en matière de partenariats public-privé ;
- (ii) une stratégie de marketing ciblée fondée sur une analyse des tendances et profils,
- (iii) un tourisme durable préservant l'environnement et bénéficiant aux tranches les plus pauvres de la société ;
- (iv) des campagnes stratégiques de relations publiques visant à améliorer l'image de l'Afrique ;
- (v) une exploitation efficace des diverses mesures de soutien offertes par les partenaires de la TICAD.



Le Président de l'Ouganda et le Secrétaire d'Etat japonais aux Affaires étrangères étaient présents à l'ouverture.

(Photo: JATA)

Le nombre total de voyageurs japonais diminue dans le monde entier depuis 2007. Dans ce contexte, toutes les parties concernées au Japon et en Afrique devront fournir des efforts supplémentaires



pour que l'Afrique attire davantage de touristes japonais. En application des recommandations mentionnées ci-dessus, les mesures suivantes ont été prises :

- Aménagement d'une « Zone Afrique » à la JATA de Septembre 2009 à Tokyo dans le cadre d'un soutien à l'exposition et organisation d'un séminaire sur la promotion du tourisme africain ciblant la filière japonaise.
- Préparation, sur financement japonais, d'étude en langues japonaise et anglaise, par le PNUD et l'OMI, offrant une vue

d'ensemble du Tourisme en Afrique du point de vue des marchés asiatique et japonais.

- Envoi d'une délégation de la JATA en Afrique australe en février 2010 en vue d'y examiner les infrastructures de tourisme.
- Appui de la JICA au tourisme dans plusieurs pays africains et préparation des mesures supplémentaires de coopération. Réalisation en cours du programme de formation de la JICA, qui prévoit de multiplier par dix le personnel lié au tourisme.
- Élargissement de l'appui du Groupe Banque mondiale au tourisme. Lancement en 2009 des travaux sur une stratégie pour le tourisme régional ; et mise à disposition de financements pour de nouveaux projets comportant des composantes touristiques importantes.
- Renforcement par l'UNWTO du partenariat public-privé et mobilisation des ressources pour l'initiative régionale pour l'Afrique lancée par le Bénin.

### 3. Agriculture et développement rural

**L**a TICAD IV qui, au moment où la communauté internationale était préoccupée par les conséquences de la hausse vertigineuse des produits alimentaires, a demandé à celle-ci d'y apporter une réponse appropriée. Le Japon a déployé tous ses efforts afin de contribuer à la mise en place d'une réponse coordonnée d'envergure mondiale à la crise alimentaire ainsi qu'un cadre international permettant de s'attaquer à l'insécurité alimentaire sur le moyen et long terme. Ces efforts ont débouché sur la « Déclaration des dirigeants du G8 sur la sécurité alimentaire mondiale » lors du Sommet du G8 de Toyako-Hokkaido. Le Japon a également œuvré, de concert avec les organisations internationales, en vue de recenser les principes et bonnes pratiques susceptibles de promouvoir de manière responsable les investissements internationaux dans le domaine de l'agriculture. La TICAD continuera à promouvoir les mesures visant la sécurité alimentaire en Afrique, ayant à l'esprit les OMD 1 et 7, et le fait que la majeure partie de l'agriculture africaine, abreuvée par l'eau de pluie, est sensible aux effets du changement climatique, tels que les sécheresses et les inondations accrues.

Sur le continent africain, l'Union africaine (UA) s'est engagée résolument à améliorer la productivité agricole et la sécurité alimentaire. Les chefs d'État, qui se sont réunis en juillet 2009, ont réaffirmé cet engagement de l'UA pour le développement agricole. Par le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PPDAA), les pays africains ont mis au point des stratégies agricoles complètes et augmenté l'investissement dans l'agriculture. Pour l'heure, douze pays ont signé des accords dans le cadre du PPDAA, tandis que douze autres devraient en signer dans les mois à venir. Au niveau régional, la CEDEAO a signé un accord régional ; le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) en signera un d'ici à la mi-2010 et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a engagé le processus. Les accords associés au PPDAA sont axés sur les résultats. L'examen des programmes d'investissement et de dépenses qui sont conçus à la suite de ces allors se concentre sur la portée, les priorités, la conception du programme, les capacités d'exécution ainsi que le suivi et l'évaluation. Une fois les plans finalisés, les partenaires se mettront d'accord pour combler les budgets manquants.

#### Etat de l'aide alimentaire japonaise – Avril 2008 - Mars 2010 (provisoire)

Bien que la mise en œuvre des objectifs du PAY en termes de dons et de coopération technique progresse de manière satisfaisante (réalisés à 79%), il convient néanmoins d'encourager les projets d'irrigation dans le cadre de dons et de prêts en yens. Il y a lieu de privilégier davantage l'appui à l'accès au marché et l'amélioration de la compétitivité agricole, notamment par le biais du renforcement des capacités des leaders agricoles. Le Japon a par

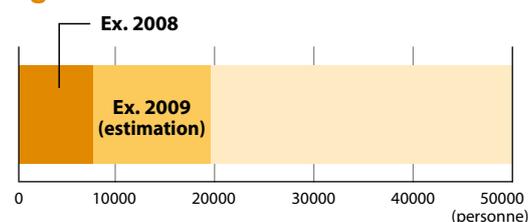
ailleurs mis 100 millions de dollars à la disposition de la Banque mondiale à travers deux fonds fiduciaires afin de soutenir les organisations de producteurs et l'initiative de la Coalition pour le développement du riz africain (CARD), y compris les travaux de recherche au sein du Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (GCRAI).

#### Montant total de l'APD dans le secteur agricole (avril 2008-mars 2010)

(100 million yen)

	Irrigation	Rendement agricole	Autres*
Prêts	0	—	—
Dons et coop. tech.	92,98	64,81	49,29

#### Progrès du renforcement des capacités pour 50 000 leaders agricoles



\* Développement de la pêche et des moyens de subsistance, planification du développement agricole, etc.

\*\* Les données détaillées sont consultables sur le site Internet suivant : <http://www.mofa.go.jp/region/africa/ticad/ticadfollow-up/report/index.html>



## Aide alimentaire japonaise

L'aide alimentaire japonaise fournie dans le sillage de la TICAD IV jusqu'en mars 2010 s'est chiffrée à environ 600 millions de dollars et a nettement dépassé les mesures d'aide alimentaire d'urgence annoncées lors de la TICAD IV, par laquelle 100 millions de dollars devaient être fournis de mai à juillet 2008.

### Pays ayant reçu une aide alimentaire du Japon après la TICAD IV



## Gestion durable des ressources en eau et occupation des sols

Dans le cadre des efforts conjoints menés par les partenaires de la TICAD en vue d'accroître de 20% la superficie des terres irriguées au cours des cinq prochaines années, le Japon a l'intention de construire et d'améliorer les installations d'irrigation et de développer les capacités d'irrigation des pays africains sur 100 000 hectares. Des engagements pour des projets couvrant 30 000 hectares ont été pris d'ici à la fin de mars 2010. La JICA, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et d'autres institutions financières collaborent étroitement à la formulation des projets qui seront mis en œuvre dès que possible.

Les prêts de l'AID du Groupe Banque mondiale en faveur de l'agriculture ont atteint 1,5 milliard de dollars durant l'exercice 2009, dépassant son objectif de 1 milliard de dollars par an. La SFI a élargi son soutien à l'agrobusiness, moyennant des engagements de 74 millions de dollars en 2009. La Banque mondiale a mis en place un nouveau fonds fiduciaire multidonateurs afin d'appuyer le processus du PPDA, les accords signés représentant une contribution totale garantie de 32 millions de dollars. Elle gère également quatre nouveaux fonds fiduciaires multidonateurs totalisant 200 millions de dollars destinés à soutenir des approches régionales de la productivité agricole.

## La Coalition pour le développement du riz africain (CARD)

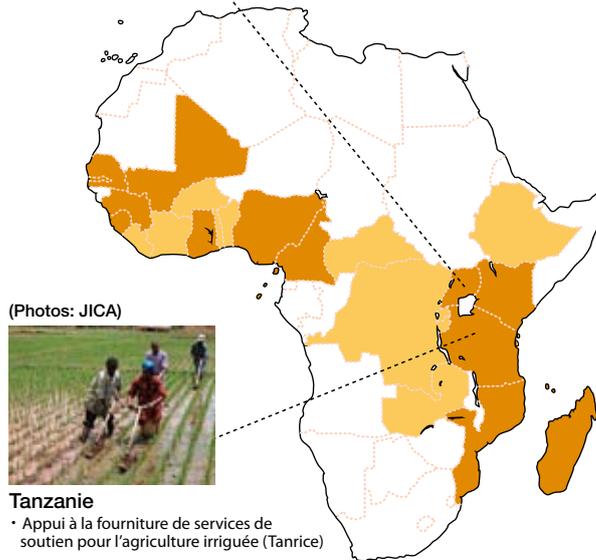
Un groupe initial de douze pays, suivi d'un second groupe de onze, ont été sélectionnés. Le premier groupe a présenté des Stratégies nationales de développement rizicole (NRDS) lors de la seconde Assemblée générale de la CARD à Tokyo en juin 2009. Ces stratégies ont servi de base à une série de mesures d'appui de la part des partenaires au développement. Des séminaires d'orientation sur la CARD ont été organisés de décembre 2009 à janvier 2010 et un soutien a été apporté à la formulation des NRDS.

### Pays participants à la CARD et exemples de soutien de la JICA en cours



#### Ouganda

- Projet de promotion du riz NERICA
- Assistance technique au projet de développement d'une agriculture irriguée durable



#### Tanzanie

- Appui à la fourniture de services de soutien pour l'agriculture irriguée (Tanrice)

**1er Groupe** Cameroun / Ghana / Guinée / Kenya / Mali / Mozambique / Nigeria / Sénégal / Sierra Leone / Tanzanie / Ouganda / Madagascar

**2e Groupe** Gambie / du l'Ivoire de Libéria / Côte / Bourkina / Togo / Bénin / Central Afrique / DRC / Rwanda / Ethiopie / Zambie

### CARD (Coalition pour le développement du riz africain)

Il s'agit d'un groupe consultatif de partenaires au développement, comprenant également des établissements de recherche, qui travaille en collaboration avec les pays africains producteurs de riz, dans l'objectif de doubler la production de riz en Afrique subsaharienne, actuellement de 14 millions de tonnes/an à 28 millions de tonnes/an d'ici à 2018. Les mesures d'appui de la part des partenaires couvriront l'amélioration génétique, la sélection de variétés améliorées, dont le NERICA, l'amélioration des techniques culturales, le recours accru aux intrants, la transformation après récolte, la commercialisation, le renforcement des capacités et des aspects de la coopération Sud-Sud.

# III. Réalisation des OMD

L'Afrique subsaharienne a, en termes absolus, effectué des progrès substantiels vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Selon le PNUD, de nombreux pays ont accompli de grands progrès dans la lutte contre l'extrême pauvreté et la faim, l'amélioration de la scolarisation et de la santé infantile, l'extension de l'accès à l'eau potable, et l'accès au traitement du VIH/SIDA.

Toutefois, les importantes avancées enregistrées au cours des dernières années sur le plan de OMD ont commencé à marquer le pas, voire régresser, suite aux crises économique et alimentaire mondiales. Divers rapports d'analyse indiquent que nombre de pays ne parviendront vraisemblablement pas à atteindre plusieurs OMD, à moins que les pays partenaires fassent des efforts pour honorer leurs engagements et que les dirigeants africains fassent preuve d'une volonté et d'un engagement politiques renforcés. Relever ces enjeux et accélérer les progrès vers la réalisation des OMD en Afrique exige une action concertée ainsi que l'engagement continu de l'ensemble de la communauté internationale oeuvrant pour le développement en appui à l'action de l'Afrique.

À cet égard, le mécanisme de la TICAD axé sur « la sécurité humaine » apporterait des exemples et contributions précieux à la Réunion plénière de haut niveau de la soixante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies qui portera surtout sur l'accélération des progrès vers la réalisation de tous les OMD d'ici à 2015.

## 1. Développement des communautés

### 🏠 Sécurité humaine

Comme indiqué dans le PAY, le mécanisme de la TICAD privilégie particulièrement les efforts ascendants ainsi que les approches intégrales/multisectorielles et participatives, fondées sur le concept de la « sécurité humaine ». Une série d'actions intégrant ces approches est d'ores et déjà en cours. Si la perspective genre est incorporée dans l'ensemble du PAY, une importance particulière est toutefois accordée au rôle des femmes dans les communautés.

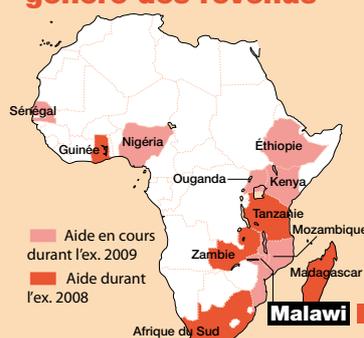
### 🏠 Développement intégral de type "glocal" des communautés

● **Expansion de l'Initiative Un Village, Un Produit (UVUP) :** Parmi les douze pays où l'initiative est appelée à s'étendre, le Ghana et le Malawi ont déjà réussi à identifier et développer des produits, tandis que six autres participent actuellement à divers types de coopération technique. L'OIT également travaille étroitement avec la JICA à travers le Programme « COOP Africa ».

● **Initiative des Villages africains du Millénaire (VAM):**

Parmi les douze pays où elle sera étendue, outre les huit qui ont recours au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine (UNTFHS), cette initiative a été lancée au Mozambique et au Cameroun dans le cadre de l'aide bilatérale. Au Mozambique, des efforts sont en cours pour étendre à l'ensemble des dix provinces le modèle des villages pilotes qui ont été mis en place dans trois provinces. À l'heure actuelle, des programmes de repas scolaires ont été mis sur pied dans l'ensemble des pays concernés, et des changements favorables ont été observés comme suit : augmentation des taux bruts de scolarisation à l'école primaire, amélioration du nombre de filles par rapport aux garçons dans l'enseignement primaire et inclusion des femmes dans le processus décisionnel de la communauté. L'extension de l'aide bilatérale par le biais du PNUD à deux autres pays (Bénin et Madagascar) est à l'étude.

### La valeur ajoutée aux produits locaux par le biais du concept UVUP génère des revenus



Produits développés au Malawi

### Les VAM offrent une nouvelle approche dans le cadre d'un développement multisectoriel ancré dans la communauté.



Ikaram (Nigeria) : formation à l'autonomisation des femmes

(Photo: PNUD)



## Approche axée sur les communautés basée sur des pôles fonctionnels

### ● Modèle de "L'École pour Tous" (Japon/UNICEF/BM)

"L'École pour tous" est un programme d'amélioration de la gestion de l'école opéré par le Japon qui repose sur les besoins de la communauté locale et auquel participent tous les acteurs, à savoir : associations de parents, enseignants, membres de la communauté et l'administration locale réunis au sein du Comité de gestion des établissements scolaires (COGES).

L'UNICEF soutient également la création de crèches communautaires. Les 165 qui ont déjà été créées en 2009 accueillent environ 100 000 enfants qui y reçoivent un enseignement préscolaire. Au Niger, la Banque mondiale assure l'appui financier destiné à élargir le modèle de « L'École pour Tous » à l'ensemble du pays. C'est ainsi que plus de 9 000 écoles du Niger ont déjà bénéficié de cette aide, et le projet a également été étendu au Sénégal, au Mali et au Burkina Faso. La Banque mondiale a affecté 10 millions de dollars des fonds spéciaux de capital d'amorçage au sein du Fonds japonais pour le développement social (JSDF) pour promouvoir davantage ce modèle.



(Photo: JICA)

Appui à l'amélioration des capacités en planification des activités scolaires et mobilisation des ressources

Suivi conjoint par les administrateurs locaux et la Ligue du COGES

\*COGES : "Comité de gestion des établissements scolaires" (School Management Committee)

### "L'École pour Tous"

#### Résultats

Un degré accru de participation communautaire

Amélioration de l'accès à l'éducation et de sa qualité

Liens renforcés entre l'école et la communauté locale

Fonctions de la communauté revitalisées

Transparence accrue de la gestion de l'école

**École COGES**

### ● Développement participatif des villages dans les zones isolées (PaViDIA) en Zambie

Il s'agit d'une approche participative destinée au développement durable des villages appuyée par des fonds et une aide technique mise à disposition par le Japon. Des fonds de capital d'amorçage sont utilisés pour être réinvestis dans des microprojets communautaires afin d'améliorer la qualité de vie des villageois. Un total de 130 000 personnes réparties dans 170 villages a bénéficié de la phase pilote du projet qui s'est achevée en décembre 2009. Il sera élargi afin de couvrir un plus grand nombre de villages.



Groupe de femmes formulant un plan d'action



Vulgarisateur menant un suivi

#### Soutien du vulgarisateur

Sélection de la zone et des villages ciblés

Facilitation des activités villageoises

Soutien au suivi des progrès

Résultats du suivi étendus aux autres villages

#### Activités des agriculteurs

##### ① Lancement

● Les villageois lancent des microprojets à mettre en œuvre au sein de la communauté

##### ② Mise en œuvre des projets

● Il s'agit de microprojets de type construction d'un hangar à maïs, magasin, élevage de poulets

##### ③ Produits

● Les revenus générés améliorent la qualité de vie

##### ④ Réinvestissement dans le cycle suivant

● Les revenus générés par les activités sont réinvestis dans d'autres microprojets  
● Les bonnes pratiques sont partagées avec d'autres villages

#### Capital d'amorçage fourni par le Japon



(Photos: JICA)

#### Retombées sociales

(Produits générés sans les 170 communautés ciblées. Les chiffres entre parenthèses sont ceux de communautés hors PAVIDIA)

1. Augmentation des revenus villageois : revenus annuels en hausse de 140% (+50%)
2. Amélioration de la qualité de vie : pourcentage de maisons à toit en tôle en hausse de 150% (+20%)  
Confiance mutuelle entre les villageois : en hausse de 10% (-5%)  
Confiance des villageois envers le vulgarisateur : en hausse de 10% (-20%)

### ● Autonomisation des communautés au Rwanda et au Togo

L'UNICEF apporte au Togo et au Rwanda un soutien aux environnements favorables à l'enfant dans le cadre de la participation des communautés moyennant un financement du Japon (11,5 millions de dollars en 2009). Des infrastructures et services sociaux y sont construits ou rénovés, y compris des écoles primaires, des centres de santé et des installations d'assainissement dans les zones ciblées qui ont souffert d'une catastrophe naturelle. Jusqu'à présent, 170 000 enfants en ont bénéficié.

1. Distributeur d'eau construit par la famille (Rwanda)
2. Latrines nouvellement construites (Rwanda)
3. Latrines et dispositif de lavage des mains nouvellement construits dans une école (Togo)



(Photos: UNICEF)

### ● Appui à l'esprit d'entreprise des femmes: "Projet beurre de karité au Ghana"

Ce projet mis en œuvre en 2008-2009 moyennant un financement japonais a donné des résultats significatifs pour toute une série de compétences nécessaires à la production, la commercialisation et la promotion du beurre de karité, en collaboration avec l'expertise du PNUD, de la JICA, de l'AFRASIA Business Council, et de l'Africa 2000 Network (A2N). Le PNUD continue à tirer parti des résultats de ce projet et les a incorporés dans le Projet sur les moyens de subsistance durables qui est en cours.



(Photos: PNUD)

Sélection des karités

Production de beurre de karité

## 2. Éducation

**A**u moment où les pays africains et la communauté internationale œuvrent pour réaliser l'OMD 2 et les Objectifs de l'Éducation pour tous (EPT), l'approche de la TICAD a consisté à trouver un équilibre entre l'éducation de base et l'éducation secondaire, et à travailler suivant un mode multisectoriel. Pour cette raison, si la TICAD attache de l'importance à l'éducation de base, elle est également axée sur l'éducation et la formation technique et professionnelle (TVET) ainsi que l'enseignement supérieur.

### ► Point sur l'aide japonaise -Avril 2008-Mars 2010(provisoire)

L'objectif du PAY eu égard aux dons et à la coopération technique a été atteint à 58% (voir p. 6)

Avec un total de douze projets de construction d'école mis en œuvre dans le cadre de dons en 2008 et 2009, le secteur de l'éducation de base a bénéficié de la majeure partie des financements. De bons exemples de TVET sont décrits dans une autre section du présent rapport (Voir p. 20 -21 ). Plusieurs projets sont encore en préparation, notamment ceux liés à l'éducation secondaire.

### Montant total de l'APD dans des projets du secteur de l'éducation (Avril 2008-Mars 2010)

(100 millions de yens)

	Éducation de base	TVET	Enseignement supérieur
Dons et coop. tech.	222,58	13,23	19,66

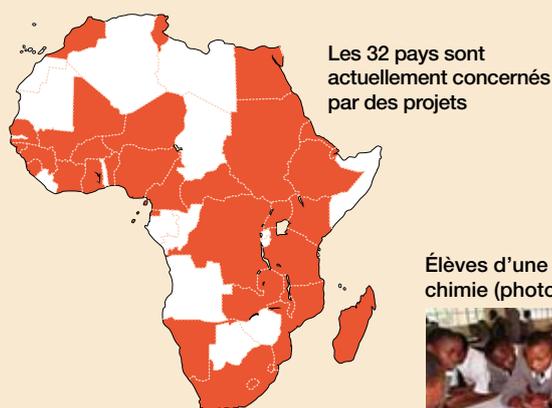
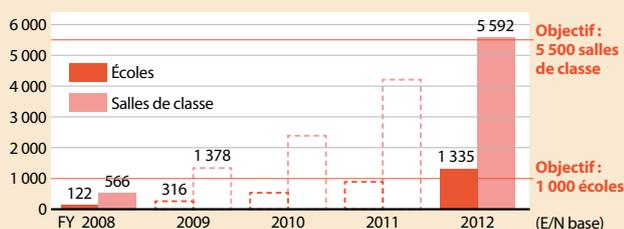
\* Les données détaillées sont consultables sur le site Internet suivant: <http://www.mofa.go.jp/region/africa/ticad/ticadfollow-up/report/index.html>

### ► Éducation de base — Élargissement de l'accès et de la qualité

L'un des trois engagements majeurs pris par le Japon, « Élargissement du modèle de 'L'École pour Tous' à 10 000 écoles » a quasiment été atteint ; un total de 9 976 écoles au Niger, au Sénégal, au Mali et au Burkina Faso (voir p. 15).

Les deux autres engagements, « Construction de 1000 écoles primaires et secondaires (5 500 salles de classe) » et « Extension du projet SMASE à 100 000 enseignants » sont en bonne voie d'atteindre leur objectif d'ici à 2012 comme indiqué par le Tableau.

#### Estimation de l'état d'avancement du projet de construction d'écoles primaires et secondaires (1 000 écoles, 5 500 salles de classe) (total accumulé depuis avril 2008)

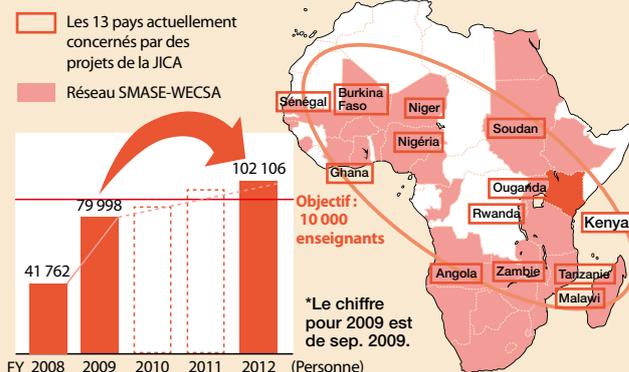


Élèves d'une classe de chimie (photo : JICA)



(Photo: JICA)

#### Estimation de l'état d'avancement du projet de formation de 100 000 enseignants de mathématiques et des sciences dans le primaire et le secondaire (total accumulé depuis avril 2008)



#### SMASE (Renforcement de l'enseignement des mathématiques et des sciences dans le secondaire)

Ce projet a démarré initialement sous le nom de « Renforcement des mathématiques et des sciences dans l'enseignement secondaire » (SMASSE) au Kenya en 1998 en vue de créer une formation institutionnalisée destinée aux enseignants de mathématiques et sciences en poste. En 2001, le SMASE-WECSA, un réseau régional, a été mis en place afin de mettre en commun les expériences des pays membres. En janvier 2009, le Japon a annoncé qu'il allait étendre le SMASE pour en faire un projet régional, qui aurait le Kenya pour pôle et privilégierait davantage l'enseignement élémentaire des mathématiques et sciences. Aujourd'hui, la JICA gère des projets de coopération technique dans 13 pays et le SMASE-WECSA a été étendu à 34 pays et 1 région.



## ► Enseignement secondaire et enseignement supérieur & recherche

### Coopération en sciences et technologie

#### ● Réunion des ministres africains et japonais des sciences et de la technologie

La première Réunion des ministres africains et japonais des sciences et de la technologie s'est tenue à Tokyo en octobre 2008. Dans le cadre du suivi, une Mission de recherche en sciences et technologie dépechée en février-mars 2009, s'est rendue dans quatre régions d'Afrique ainsi qu'à la Commission de l'UA en vue d'examiner la politique en matière de sciences et technologies ainsi que la situation actuelle des activités de R&D en Afrique. En avril 2009, un colloque a été organisé afin de partager de manière approfondie les conclusions et résultats de la mission avec des scientifiques et chercheurs japonais.



Visite de courtoisie de la Mission au ministre concerné en Égypte



Table ronde au colloque (Photos: Bureau du Cabinet)

#### ● Envoi de chercheurs japonais en sciences et technologie

Des recherches conjointes avec les universités et établissements de recherche de pays africains sont encouragées afin d'aborder les questions mondiales auxquelles les pays africains sont confrontés dans le cadre de la coordination entre le MAE et la JICA et le MECRST/JSPS\*. En 2009, le chercheur, envoyé par l'Université de Nagasaki, a travaillé sur le développement de l'Institut de recherche médicale du Kenya afin de développer une nouvelle méthode de diagnostic des infections à arbovirus.

\*Ministère de l'Éducation, de la Culture, des Sports, de la Recherche et de la Technologie/Japan Society for the Promotion of Science

#### ● Partenariat de recherche en science et technologie en faveur du développement durable

Le Japon promeut les projets de recherches internationales conjointes ciblant les enjeux mondiaux en matière d'environnement et d'énergie, des bio-ressources, de prévention nationale des catastrophes naturelles et de lutte contre les maladies infectieuses dans le cadre d'un appui coordonné par le MAE/JICA et le MECRST/AST\*. Depuis sa mise en œuvre en avril 2008, neuf projets (durée : 3-5 ans) sur les 32 projets adoptés ont été lancés et ont démarré dans huit pays africains dans les domaines indiqués ci-dessus.

\* Agence des sciences et de la technologie

### Création d'un réseau interuniversitaire

#### ● Université Égypte-Japon des sciences et de la technologie (E-JUST)

Le projet a pour objectif de créer une université nationale des sciences et de la technologie en Égypte orientée vers la recherche selon une approche de style japonais. Le projet a démarré en octobre 2008 et l'accord entre le Japon et l'Égypte a été signé en mars 2009. Douze universités japonaises se sont regroupées pour former le Japanese Supporting University Consortium (JSUC), avec le concours de la communauté japonaise des affaires et des ministères compétents, qui apporteront leur appui intégral, y compris une conception pour l'université ainsi qu'une aide au pilotage organisationnel des activités d'enseignement et de recherche. L'effectif total d'étudiants prévu est d'environ 3 000 et les cours inauguraux des classes de maîtrise et de doctorat ont commencé en février 2010. L'E-JUST devrait devenir un pôle central de l'enseignement en Afrique et au Moyen-Orient.



Orientation universitaire à l'ouverture



Premier jour de classe en ingénierie (Photos: JICA)

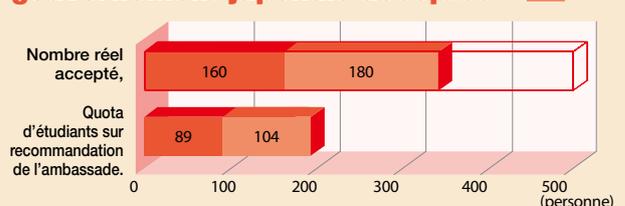
#### ● Université panafricaine

Des discussions sont en cours entre l'UA et des partenaires de la coopération, y compris le Japon, pour une aide éventuelle en faveur de l'initiative de l'Université panafricaine (PAU)

### Bourses du gouvernement japonais

Au regard de l'objectif du PAY qui est d'élargir le quota des boursiers africains du gouvernement japonais à plus de 500 dans les cinq ans, un total de 340 étudiants, dont certains sélectionnés sur recommandation de leur université, ont été acceptés à titre de boursiers du gouvernement japonais en 2008 et 2009.

#### Nombre de boursiers africains du gouvernement japonais acceptés



\*Les étudiants recommandés par l'Ambassade et les universités sont inclus dans le nombre actuel des boursiers acceptés.

## ► Efforts menés par d'autres partenaires de la TICAD

#### ● PAM: programmes de repas scolaires

En 2009, le PAM a fourni des repas scolaires ou rations à emporter à la maison à 10,7 millions d'enfants dans 38 pays africains (estimation). L'alimentation scolaire joue le rôle précieux de filet de sécurité susceptible de rompre le cycle de la faim tout en soutenant l'éducation, la santé et le développement des communautés. Le Japon a fourni 11,1 milliards de yens au PAM en 2009, dont une partie a été utilisée pour ce programme.



Élèves en Zambie et en Ouganda (photos: ©PAM/Rein Skullerud et ©PAM/Vanessa Vick respectivement)

#### ● UNESCO : Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir (LIFE)

L'UNESCO a lancé LIFE en 2008 au titre de programme central de l'Éducation pour tous (EPT) pour lequel le Japon ainsi que d'autres donateurs travaillent activement. Vingt-deux pays mettent actuellement en œuvre LIFE. Par le biais de LIFE, les capacités nationales ont été développées sur le plan du recueil, du traitement et de la publication de données sur l'alphabétisation.

#### ● Banque mondiale

Les prêts de l'AID en matière d'éducation se sont chiffrés à 697 millions de dollars en 2009. En outre, la Banque mondiale gère le fonds fiduciaire de L'Initiative pour l'accélération de l'Éducation pour tous (EFA-FTI) auquel le Japon contribue depuis 2007 et qu'il a présidé en 2008. Par le biais de ce fonds fiduciaire, des dons d'un montant de 307 millions de dollars ont été octroyés à neuf pays africains au titre d'initiatives en matière d'éducation de base durant l'exercice 2009.

Quant à l'enseignement supérieur, une étude de grande envergure a été menée, parallèlement à une autre sur le financement de l'enseignement supérieur. Elle met en lumière l'importance d'une croissance intensive des connaissances et le besoin de porter un intérêt accru à l'enseignement secondaire et du 3ème cycle. Le Programme des Nouvelles compétences économiques pour l'Afrique (NESAP) a été lancé afin d'aider un groupe initial de huit pays africains à renforcer leurs capacités pour leur permettre d'être compétitifs dans une économie mondiale aujourd'hui en évolution, à commencer par les TIC.

# 3. Santé

Le Mécanisme de la TICAD a servi de base à la conception du « Cadre de Toyako pour l'action en matière de la santé mondiale », que les dirigeants réunis au Sommet du G8 d'Hokkaido-Toyako ont accueilli favorablement. Le PAY souligne qu'il conviendrait de ne pas traiter séparément les OMD 4, 5 et 6. Il serait souhaitable de traiter les mesures relevant de la lutte contre les maladies infectieuses, de la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant et le renforcement des systèmes de santé de manière intégrée en adoptant pour ce faire une approche multisectorielle.

## État de l'aide japonaise - Avril 2008 - Mars 2010 (provisoire)

Le PAY, en matière de dons et de coopération technique, atteint progressivement son objectif (56%) : la majeure partie est affectée à la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant. L'aide aux mesures contre les maladies infectieuses est amplement couverte par la contribution du Fonds mondial de lutte contre le VIH/Sida, la tuberculose et le paludisme.

### Montant total de l'APD dans les projets du secteur de la santé (avril 2008-mars 2010)

(100 millions de yens)

	Renforcement des systèmes de santé	Santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	Mesures contre les maladies infectieuses
Dons et coop. tech.	87,39	129,38	24,69

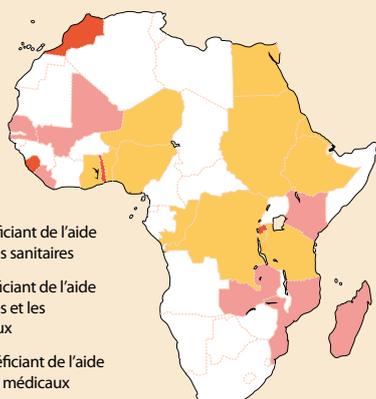
\* Les données détaillées sont consultables sur le site Internet suivant : <http://www.mofa.go.jp/region/africa/ticad/ticadfollow-up/report/index.html>

## Renforcement des systèmes de santé

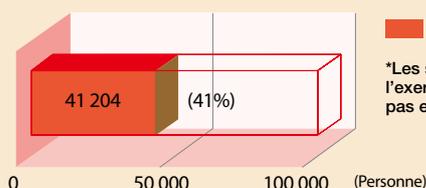
Le Japon a fixé plusieurs objectifs chiffrés afin de mesurer les progrès de l'aide au renforcement des systèmes de santé. L'objectif fixé pour l'amélioration de 1 000 hôpitaux et centres de santé a déjà été atteint, tandis que les autres progressent à un rythme régulier et devraient atteindre leur objectif d'ici à 2012. Le Japon entend promouvoir davantage la responsabilisation des systèmes de santé en liant les mesures d'appui à des objectifs et en renforçant les mécanismes/systèmes de suivi et d'évaluation.

### Amélioration de 1 000 hôpitaux et centres de santé

En 2008 et 2009, le Japon a contribué à la construction, la rénovation ou la fourniture de matériel pour un total de 1 862 hôpitaux ou centres de santé dans 23 pays.



### Formation de 100 000 professionnels de santé et médicaux



Ex. 2008  
\*Les statistiques pour l'exercice 2009 ne sont pas encore disponibles.

Afin de contribuer aux efforts conjoints menés pour réaliser l'objectif de l'OMS, à savoir un minimum de 2,3 professionnels de santé pour 1 000 habitants en Afrique, le Japon a apporté un appui à la formation et à la fidélisation des professionnels de santé et médicaux, y compris de sages-femmes compétentes. À la fin de 2008, un total de 41 204 professionnels de santé et médicaux avait bénéficié de ce type de soutien.



(Photo: JICA)

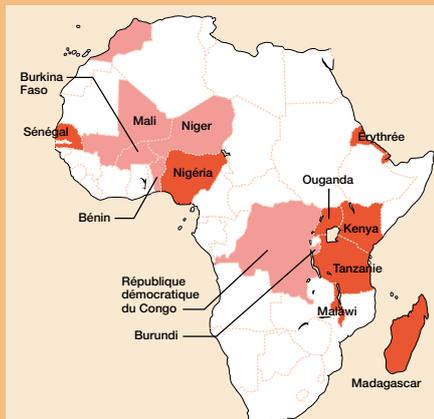


(Photos: MOFA)

### Le Prix Hideyo Noguchi Afrique

Le 9 mars 2010, le symposium de l'Hideyo Noguchi Africa Prize Memorial s'est tenu à Accra, Ghana, afin de commémorer les accomplissements réalisés en matière de recherche et d'activités médicales en Afrique. Les lauréats du premier prix Hideyo-Noguchi pour l'Afrique figuraient parmi les conférenciers présents au symposium.

Ce symposium a été inauguré en présence de Son Altesse le Prince héritier du Japon



### ● Initiative pour de meilleurs services hospitaliers

La gestion intégrée de la qualité (TQM) pour de meilleurs services hospitaliers a démarré en 2007 afin de répondre aux défis tels que la pénurie chronique de ressources financières, logistiques et humaines auxquels la région de l'Afrique était confrontée en matière de gestion hospitalière. Aujourd'hui, quinze pays au total ont réussi à incorporer la TQM dans leur système de gestion hospitalière et on prévoit de former 30 000 professionnels de santé dans le cadre du projet.

### Exemple

Introduction du 5S-KAIZEN-TQM



Avant



Après

(Photos: JICA)

\* Il s'agit d'un sous-programme de l'AAKCP (Programme Asie-Afrique de création conjointe de connaissances) qui introduit l'expérience japonaise en matière de gestion hospitalière dans le cadre du Processus 5S-KAIZEN-TQM mis au point au Sri Lanka. 5S-KAIZEN-TQM signifie « Gestion intégrée de la qualité par l'amélioration continue de la qualité (KAIZEN) à travers une série de composantes dite des « 5S : Sort, Set, Shine, Standardize and Sustain » (Classer, Fixer, Affiner, Standardiser et Maintenir).

## Amélioration de la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant

La TICAD, notamment en coordination avec l'UNICEF et d'autres organisations relevant de la santé, travaille énergiquement avec pour l'objectif commun de sauver les vies de 400 000 enfants. La mortalité infantile est associée à des causes complexes qui exigent des approches extensives et multisectorielles impliquant non seulement la santé, mais aussi de l'eau potable, l'assainissement, la nutrition, etc.



Pavillon de santé maternelle et infantile  
Centre de santé dans la Province de Tambacounda

### ● Programme de la JICA dans les régions de Tambacounda et Kédougou au Sénégal

Stratégies	Objectifs (Province de Tambacounda)	En 2007 (année de référence)	2011 (indicateurs à satisfaire)
<b>1 Amélioration de l'accès</b> • Installations de maternité d'urgence • Augmenter l'effectif de professionnels de santé • Élargissement de la prévention du VIH/Sida	<b>OMD4 (taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans)</b>	200/1000p.	120 (en baisse de 40%)
	<b>OMD5 (taux de mortalité maternelle)</b>	800/100 000 naissances	À réduire
	<b>OMD5 (accouchement en présence de professionnels de santé)</b>	27%	35% (en hausse de 30%)
	<b>OMD 6 (taux d'infection par le VIH/Sida)</b>	0.4%	À maintenir en deçà de 1%
<b>2 Amélioration de la qualité</b> • Améliorer le soutien à l'accouchement normal • Améliorer les soins continus aux femmes enceintes	<b>3 Traiter les systèmes de santé</b> • Augmenter le nombre de centres de santé/dispensaires • Améliorer la qualité des services sanitaires dans les hôpitaux de province • Formation des professionnels de santé	<b>4 Activités ancrées dans la communauté</b> • Activités de sensibilisation • Autonomisation des communautés	<b>5 Le gouvernement central joue aussi un rôle</b> • Élaboration des politiques • Diffusion des résultats



Activité liée aux 5S



Formation aux 5S



Centre de santé en place (un nouveau est à l'étude)

(Photos: JICA)

## Mesures contre les maladies infectieuses

Ci-dessous figurent quelques exemples d'activités conjointes menées en 2009.

### ● Contribution dans le cadre du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme:

Le Japon contribue à la lutte mondiale contre trois maladies infectieuses dans le cadre du Fonds mondial dont il est l'un des fondateurs. En mai 2008, le Japon a annoncé qu'il y contribuerait à hauteur de 560 millions de dollars dès 2009. En mars 2010, le Japon a décaissé un montant 377 millions de dollars de cette somme dont 55% des fonds vont aux pays de l'Afrique subsaharienne.

### ● Fourniture de vaccins:

Entre avril 2008 et février 2010, le Japon a, en coordination avec l'UNICEF, fourni des vaccins contre la polio, la tuberculose, la rougeole, le DTP et le BCG à plus de 80 millions d'enfants au Nigéria, au Soudan et en République démocratique du Congo (RDC).

### ● Centres de recherche sur les maladies infectieuses émergentes et réurgentes

Des travaux de recherche conjoints progressent régulièrement dans les centres ci-après: Centre Hokudaï de lutte contre la zoonose en Zambie (HUCZCZ) ouvert en août 2008, Centre de recherche en collaboration sur les maladies infectieuses émergentes et réurgentes du Ghana ouvert en août 2009. Ces

centres font partie du programme lancé en 2005 par le MECRST afin d'assurer le niveau technique des ressources humaines dans l'éventualité d'une crise de la santé publique et de renforcer le réseau de la recherche internationale.



1. C.Z.C, Hokudaï  
2. Laboratoire BSL-3 au Ghana

(Photos: MEXT)

### ● UNESCO : Programme EDUCAIDS

Le Fonds fiduciaire du Japon pour l'Afrique auprès de l'UNESCO appuie le programme EDUCAIDS qui promeut la sensibilisation au VIH/Sida. En 2009, le Japon a également apporté un soutien aux activités de prévention du VIH/Sida de l'UNESCO au Soudan et dans des pays de la région centrafricaine.

### ● Banque mondiale

Au cours de l'exercice 2009, les engagements de la Banque mondiale au titre de la lutte contre le VIH/Sida se sont élevés à 293 millions de dollars contre 64 millions de dollars pour l'exercice 2008. La Banque a également apporté une assistance à dix-huit pays africains afin de leur permettre de mettre en œuvre des programmes de vaccination de rappel dans le cadre de la Phase 2 du Programme renforcé de la Banque mondiale concernant le paludisme.

# IV. Consolidation de la paix et bonne gouvernance

**M**algré les progrès significatifs enregistrés à travers le continent dans ce secteur crucial, certains pays restent toujours confrontés à des problèmes d'instabilité. Avec le soutien de la communauté internationale, les pays africains se sont engagés à consolider la paix et promouvoir la bonne gouvernance. À cet égard, l'Union africaine et les REC jouent un rôle accru pour sauvegarder et renforcer la stabilité régionale et continentale :

**Ferme rejet de tout changement anticonstitutionnel de gouvernement**

**Prise de mesures en faveur de la mise en place opérationnelle de la Force africaine d'intervention, du Système continental d'alerte rapide et du Groupe des Sages.**

Le PAY souligne que la consolidation de la paix englobe différentes phases et une diversité d'actions nécessitant un soutien sans faille et continu afin de les rendre irréversibles. Il souligne également l'importance du renforcement de la coordination ainsi que du partage des bonnes pratiques entre les acteurs internes et externes participant à des activités pour le rétablissement de la paix.

Des exemples de ces efforts menés par les partenaires de la TICAD figurent dans cette section.

## État de l'aide japonaise - Avril 2008 - Mars 2010 (provisoire)

### Montant total des projets financés par le Japon en matière de consolidation de la paix et de promotion de la bonne gouvernance (Avril 2008-mars 2010)

(100 million de yens)

	Prévention des conflits	Aide humanitaire et à la reconstruction	Restauration et maintien de la sécurité	Promotion de la bonne gouvernance
<b>Dons et coop. technique</b>	<b>1,0</b>	<b>885,0</b>	<b>63,2</b>	<b>16,5</b>
<b>Hors APD</b>	-	-	20,5	-

\*Les données détaillées sont consultables sur le site Internet suivant: <http://www.mofa.go.jp/region/africa/ticad/ticadfollow-up/report/index.html>

## Prévention des conflits

Le gouvernement du Japon a fourni une aide financière au Groupe des sages de l'UA, une composante de l'Architecture africaine de paix et de sécurité, qui aborde les conflits liés aux élections. Il appuie également le renforcement des capacités du Secrétariat de ce Groupe, qui se penche sur la problématique de l'impunité, la justice et la réconciliation nationale.

Les aides dans les domaines « Aide humanitaire et à la

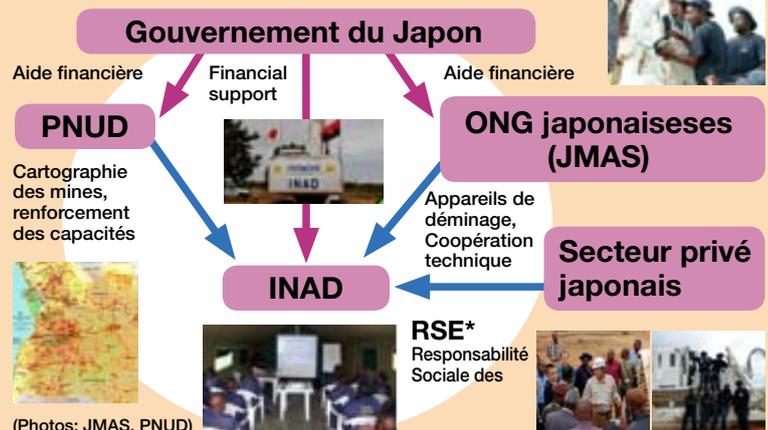
reconstruction » et « Restauration et maintien de la sécurité » contribuent également à apporter les « Dividendes de la paix » au niveau des populations et à prévenir tout futur conflit.

Dans les enceintes internationales, le Japon est un membre prééminent de la Commission de consolidation de la paix des Nations Unies et un participant actif aux groupes internationaux de contact sur la Somalie, la Guinée et Madagascar.

## Aide humanitaire et à la reconstruction

### Partenariat valorisé pour la réintégration à Juba (Soudan)

Le Japon a apporté un appui à la formation professionnelle dispensée dans le centre de formation polyvalent (MTC) et aux installations de formation des enseignants de Juba afin d'accélérer le processus de réintégration, y compris celui des ex-combattants. Une excellente collaboration existe entre la JICA et des organismes tels que l'UNHCR, le PAM, l'OIT, la BM, l'UNIDO, la GTZ et les ONG japonaises. Le Japon joue également un rôle prééminent dans l'appui au processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) mis en œuvre par le PNUD. Il cherche à mettre en





place une synergie entre les organisations gouvernementales, internationales et non gouvernementales, combinant des

approches bilatérales et multilatérales dans les efforts entrepris afin de faciliter la période de transition et de reconstruction.

### ● Collaboration des secteurs public et privé au déminage en Angola

Le Japan Mine Action Service (JMAS), une ONG japonaise, conduit des projets de déminage et de reconstruction des communautés en Angola en collaboration avec de grandes entreprises japonaises comme Komatsu, Toyota Tsusho et Sumitomo Corporation. Le Japon a également, par le biais du PNUD, contribué à la cartographie des mines et au renforcement des capacités du personnel de l'Institut national de déminage en Angola (INAD).

En partie sur fonds propres et fonds de contrepartie de l'APD japonaise, l'INAD a acquis douze engins de déminage auprès de Hitachi qui assure également une formation professionnelle.

### ● Collaboration aux programmes de reconstruction dans le Nord de l'Ouganda

Afin de faciliter le retour des IDP et leur réintégration sociale dans quatre Districts du Nord de l'Ouganda, la JICA, avec une collaboration de l'USAID et la Banque Mondiale, procède à la reconstruction des infrastructures sociales, dont la route transfrontalière à grand trafic entre Juba et Gulu.

### ● Création d'emplois et de moyens de subsistance dans le secteur agricole au Libéria

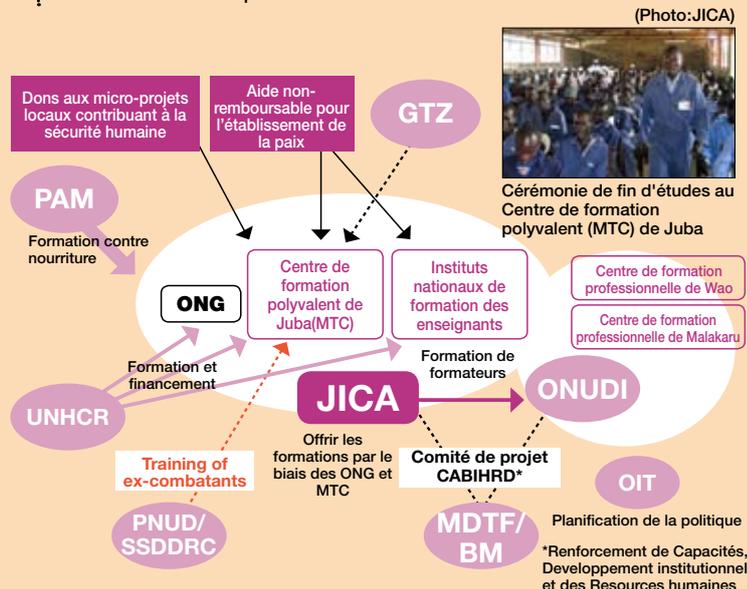
Le projet du PNUD, financé par le Japon à la suite du conflit au Libéria vise à reconstruire les petites exploitations agricoles familiales en fournissant une formation aux techniques de production de semences NERICA. La FAO reçoit également un financement du Fonds fiduciaire des Nations Unies pour la sécurité humaine afin de fournir soixante tonnes de semences certifiées de 12 variétés "upland" et "lowland". L'OIT, sur un financement de la BAD, apporte son soutien à la construction de routes de desserte dans le cadre de travaux publics communautaires.



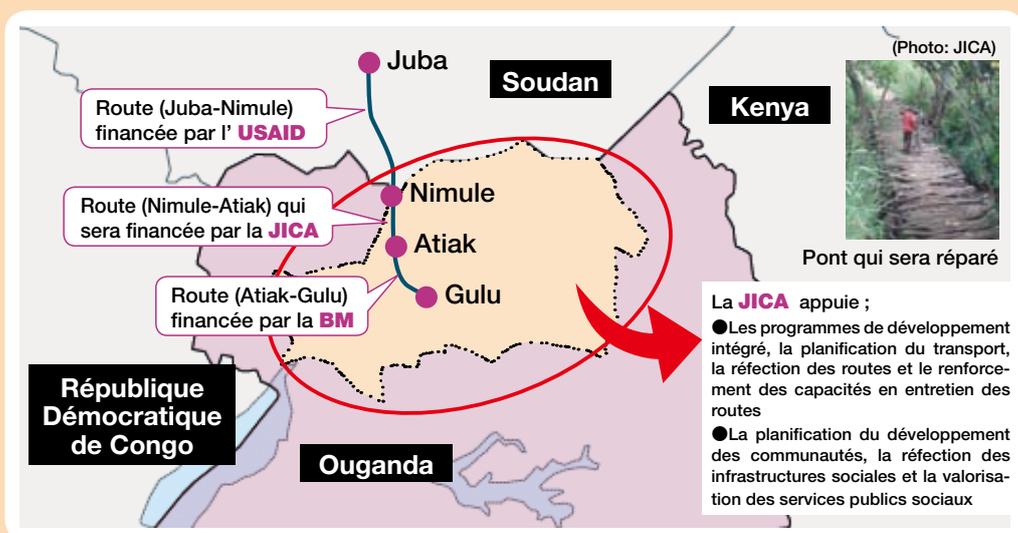
(Photo: PAM)

### ● Réfection du Port de Mogadishu en Somalie

Le PAM, sur un financement japonais, a procédé à la réfection du Port de Mogadishu pour en augmenter la capacité. Ce projet devrait contribuer non seulement à améliorer l'arrivée des produits humanitaires mais aussi à accroître les revenus du Gouvernement fédéral de transition (TFG) grâce aux tarifs portuaires et droits d'importation. Les autorités portuaires sont formées en vue d'améliorer l'efficacité opérationnelle du Port.



(Photo: JICA)  
Cérémonie de fin d'études au Centre de formation polyvalent (MTC) de Juba



La JICA appuie ;

- Les programmes de développement intégré, la planification du transport, la réfection des routes et le renforcement des capacités en entretien des routes
- La planification du développement des communautés, la réfection des infrastructures sociales et la valorisation des services publics sociaux



(Photo: Centre du riz pour l'Afrique)

## IV. Consolidation de la paix et bonne gouvernance

### Rétablissement et maintien de la sécurité

#### ● Valorisation des capacités de maintien de la paix en Afrique

En 2008, le Japon a apporté un appui à cinq centres de formation pour le maintien de la paix (Égypte, Ghana, Kenya, Mali et Rwanda). En 2009, il a étendu son soutien à trois centres supplémentaires (Bénin, Nigéria et Afrique du Sud) par le canal du PNUD avec un financement hors APD de 18,5 millions de dollars couvrant les coûts de formation, la construction ou la réfection des bâtiments et des installations. Treize membres des Forces japonaises d'autodéfense (JSDF) et experts civils ont été envoyés à titre d'instructeurs ou personnes-ressources en Égypte, au Ghana et au Mali. En mars 2010, le nombre de stagiaires ayant reçu des cours de formation financés par le Japon dépasse 670. Le Japon a l'intention de continuer son assistance en la matière pour l'année fiscale 2010.

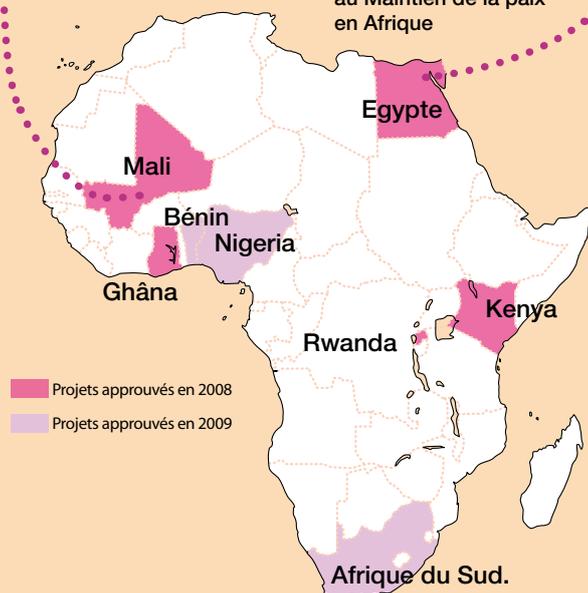


Construction d'un bâtiment administratif à l'École de Maintien de la Paix à Bamako au Mali de la



Instructeur des JSDF au Centre régional du Caire pour la Formation à la Résolution des Conflits et au Maintien de la paix en Afrique

(Photos : MOFA)

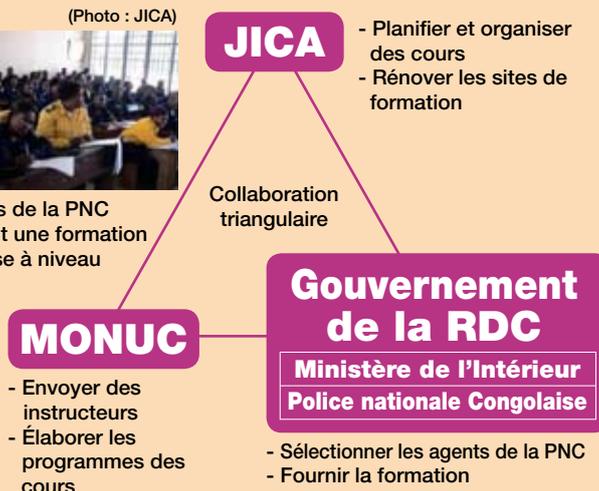


#### ● Formation de la Police nationale congolaise (PNC) en République démocratique du Congo

La JICA apporte une assistance technique aux programmes de formation de la PNC dans le cadre d'une collaboration triangulaire avec le gouvernement de la RDC et la MONUC. De 2004 à 2009, le nombre total d'agents de police ayant reçu une formation de mise à niveau dépasse 14 000.

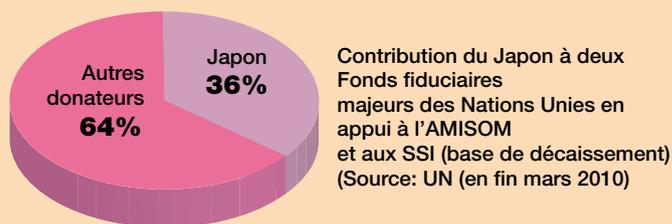


Agents de la PNC suivant une formation de mise à niveau



#### ● Appui aux institutions somaliennes de sécurité (SSI) et à la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM)

Le Japon apporte un appui au renforcement des capacités de la Force de police somalienne par le biais du PNUD. En 2009, la communauté internationale a convenu de la nécessité d'apporter un soutien accru à la Mission de l'UA en Somalie (AMISOM) et aux Institutions somaliennes de sécurité (SSI). Le Japon a dirigé les discussions au sein du groupe de contact et a décaissé 9 millions de dollars en 2009 en faveur du Fonds fiduciaire des Nations Unies en soutien à l'AMISOM et 10 millions de dollars au Fonds fiduciaire pour les SSI des Nations Unies en 2010.



### Promotion de la bonne gouvernance

#### ● Valorisation du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP)

Le MAEP est l'un des piliers du NEPAD, et vingt-neuf pays ont aujourd'hui volontairement signé les protocoles d'accord prévoyant de participer au processus du MAEP. Une fois effectuée l'évaluation d'un pays, chaque pays élabore un Plan d'action national (PAN) qui sera examiné et validé par le Groupe du MAEP. Le PNUD et le Japon appuient conjointement un projet de deux ans destiné à soutenir la mise en œuvre du volet « Gouvernance

des entreprises » au sein du PAN au Ghana.

#### ● Appui à des élections démocratiques

Le Japon, parfois en collaboration avec le PNUD, appuie la mise en place d'un processus électoral démocratique et transparent.



Bureau de vote lors de l'élection présidentielle en Zambie en 2008

# V. S'attaquer aux questions de l'environnement et des changements climatiques



**S**uite à la 15e Session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP15) en 2009, et dans la perspective de la 16e Session (COP16) et de la 10e Réunion de la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique (COP10), une importance croissante est accordée à la coopération visant à s'attaquer aux questions d'environnement et de changements climatiques, qui contribuent également à la réalisation de l'OMD 7. Les co-organismes de la TICAD se sont félicités de la décision de la 14e Assemblée de l'UA relative à la COP15 d'avaliser l'Accord de Copenhague ayant sanctionné la COP15 et d'encourager tous les États membres à soumettre au secrétariat de l'UNFCCC la lettre d'adhésion à cet accord. La TICAD intensifiera ses efforts dans ce secteur.

## 1. Atténuation et adaptation

Les efforts persistants du Japon en vue de renforcer l'assistance dans ce secteur produisent déjà de bons exemples de coopération fructueuse.

### Atténuation



▲ Site de construction prévu  
(Photo: JICA)

#### ● Introduction d'énergies propres grâce au système de production d'électricité solaire

Un plan de dons de 610 millions de yens (soit 5,94 millions de dollars) a été adopté en faveur de Djibouti en décembre 2009 pour l'installation de panneaux solaires dans l'enceinte du Centre de recherche et d'étude de Djibouti, unique institut public de recherche du pays.



▲ Site de construction prévu  
(Photo: JICA)

#### ● Projet de centrale solaire intégrée à cycle combiné de Kuraymat (II)

Un prêt en yens de 9,4 milliards de yens (soit 91,5 millions de dollars) a été octroyé à l'Égypte en déc. 2008 pour l'installation d'une centrale solaire intégrée à cycle combiné de 150 MW située à 95 km au Sud du Caire



#### ● Conservation des forêts

Un plan de dons de 9,9 milliards de yens (soit 96,3 millions de dollars) au total a été approuvé pour 9 pays africains en fév. 2010 pour permettre une exploitation et une conservation durables des forêts par la mise en œuvre d'une évaluation des ressources forestières et d'un plan de gestion forestière approprié.

#### ● Renforcement des capacités en traitement et formulation de projets liés au MDP

Assistance technique de la JICA en Zambie en vue de donner aux fonctionnaires gouvernementaux les compétences nécessaires pour traiter et formuler des projets liés au MDP.

#### ● Projet de centrale géothermique d'Olkaria I - Unités 4 et 5

Un prêt en yens de 29,5 milliards de yens (soit 287 millions de dollars) a été octroyé au Kenya en mars 2010 pour l'installation de deux centrales géothermiques de 70 MW dans la centrale géothermique d'Olkaria I située dans la Province de la Vallée du Rift à environ 120 km de Nairobi. Ce projet fait partie d'un projet plus ambitieux en collaboration avec la Banque mondiale et l'AFD française.



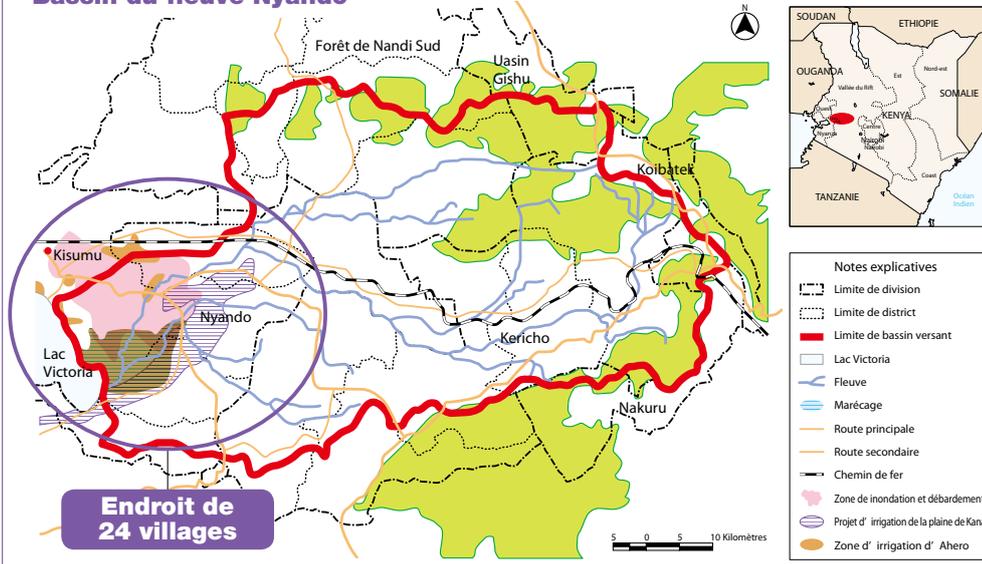
(Photos: JICA)

## Adaptation

### ● Gestion des inondations axée sur les communautés dans le bassin du fleuve Nyando

Un plan de dons de 483 millions de yens (soit 4,7 millions de dollars) a été adopté en faveur du Kenya en mai 2009 pour la construction d'aqueducs siphons, d'un déversoir, d'un centre d'évacuation, etc. et pour la promotion de la sensibilisation à la prévention des dangers des inondations dans 24 villages.

#### Bassin du fleuve Nyando



Construction d'ouvrages de protection des berges



Formation à la gestion des inondations en vue de l'évacuation (Photos:JICA)

## L'Initiative Hatoyama

Annoncée lors de la COP15 en décembre 2009 à Copenhague, cette initiative a étendu le cadre de l'appui du Japon (\*) aux pays en développement, dont les pays africains, et devrait renforcer davantage la contribution du Japon dans ce domaine.

### Soutien aux pays en développement dans le cadre de l' "Initiative Hatoyama" jusqu'en 2012

**Le Japon fournira une aide financière d'environ 1 750 milliard de yens (soit 15 milliards de dollars) comprenant des fonds publics et privés, Les fonds publics s'élèvent à 1 300 milliard de yens (soit 11 milliards de dollars) sur trois ans jusqu'en 2012 ; l'objectif étant d'aider les pays en développement à prendre des mesures d'atténuation et d'aider les populations vulnérables à s'adapter aux effets défavorables du changement climatique tout en contribuant au déblocage des négociations internationales dans ce domaine.**

#### ● APD (environ 850 milliards de yens (soit 7,2 milliards de dollars))

- Dons, coopération technique et prêts : environ 730 milliards de yens (soit 6 milliards de dollars)
- Contribution aux organisations internationales telle que le Fonds d'investissement climatique (FIC) (environ 120 milliards de yens (soit 1,2 milliard de dollars) FIC: un fonds multilatéral créé à l'initiative du Japon et en collaboration avec le Royaume-Uni et les États-Unis

#### ● AASP et autres financements (environ 900 milliards de yens (soit 7,8 milliards de dollars))

- Une étroite collaboration avec le secteur privé en utilisant notamment les ressources de la JBIC (dont les fonds privés représentent environ 450 milliards de yens (soit 4 milliards de dollars)
- Tirer parti des financements privés encourage la diffusion de la haute technologie du savoir-faire japonais dans le monde

#### ● Les mesures d'aide comprennent:

- Promotion du rendement énergétique et des énergies propres
- Conservation des forêts et lutte contre la désertification
- Gestion des catastrophes
- Mesures de lutte contre les catastrophes naturelles de type sécheresse ou inondation
- Conservation de la biodiversité

\*Un financement supplémentaire de 700 milliards de yens, dont la partie publique s'élève à environ 500 milliards de yens, sera ajouté au reliquat des fonds de l'initiative japonaise précédente (de 10 milliards de dollars sur 5 ans à 15 milliards de dollars sur 3 ans).

● **Système d'urgence d'Alimentation en eau destiné à s'attaquer au changement climatique**

Un plan de dons de 400-1 000 millions de yens (soit 3,9-9,7 millions de dollars) a été respectivement approuvé pour l'Éthiopie, le Mozambique, le Niger et le Sénégal en mars-avril 2009 pour la fourniture d'installations d'eau pure et de matériel de prévention des catastrophes.



▶ Petite installation d'alimentation en eau (réservoir d'eau surélevé) (Photo:JICA)

● **Partenariat conjoint Japon-PNUD pour lutter contre le changement climatique en Afrique**

Un montant total de 92,1 millions de dollars a été alloué à vingt pays pour appuyer :

- la planification à long terme;
- la mise en place de cadres institutionnels;
- le développement des capacités; et
- la mise en œuvre effective des politiques et mesures dans les secteurs prioritaires, etc.

En 2009, ces vingt pays ont élaboré des documents de projets nationaux, et dix ont démarré la mise en œuvre effective des programmes élaborés.

## 2. Eau et assainissement

### État de l'aide japonaise - Avril 2008 - Mars 2010 (provisoire)

Les progrès vers la réalisation de l'objectif du PAY en termes de dons et de coopération technique dans ce secteur sont significatifs (93%) et deux prêts en yens dans des projets ont été effectués.

#### Montant total de l'APD dans les projets du secteur de l'eau et de l'assainissement (avril 2008 - mars 2010)

(100 millions de yens)

	Gestion des ressources en eau/ Alimentation en eau et installations d'assainissement
Prêts en yens	225,00
Dons et coop. tech.	280,42



(Photo:JICA)

\*Les données détaillées sont consultables sur le site Internet suivant : <http://www.mofa.go.jp/region/africa/ticad/ticadfollow-up/report/index.htmlx>

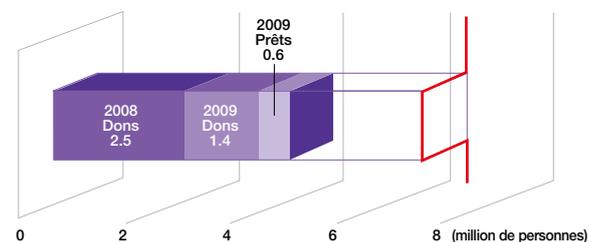
### Gestion efficace des ressources en eau

L'objectif du Japon est de former 5 000 personnes à la gestion des ressources en eau et environ 3 500 personnes ont été formées par la JICA au 31 mars 2010.

### Accès à une eau pure et à des installations d'assainissement

L'objectif du Japon est de fournir de l'eau potable à 6,5 millions de personnes, et environ 4,5 millions ont bénéficié des dons et prêts dans le cadre des projets au 31 mars 2010, l'objectif devant être atteint d'ici à 2012.

#### Projections relatives à la fourniture d'eau potable à 6,5 millions de personnes



## 3. Éducation pour le développement durable (EDD)

À mi-parcours de la « Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable » (DEDD), lancée en 2005, un renforcement des applications pratiques de la théorie de l'EDD s'impose. Dans le cadre de sa promotion de l'EDD, le Japon entreprend un certain nombre d'activités au niveau de l'enseignement supérieur. Afin de développer des activités modèles et du matériel pédagogique pratique destinés aux divers publics travaillant dans le domaine de l'EDD, cinq projets exploitant

les connaissances des universités japonaises ont été mis en œuvre en 2009 dans des pays africains. Parallèlement, le Japon continue à soutenir le Projet d'EDD en Afrique (EDDA) de l'Université des Nations Unies. Dans le cadre de ce projet, un réseau entre des universités japonaises et africaines a été mis en place, et les programmes, le matériel et les méthodes pédagogiques destinés aux programmes d'enseignement du troisième cycle ont été développés. Ce projet s'achèvera l'année prochaine.

# VI. Élargir le partenariat

## 1. Promotion de la coopération Sud-Sud

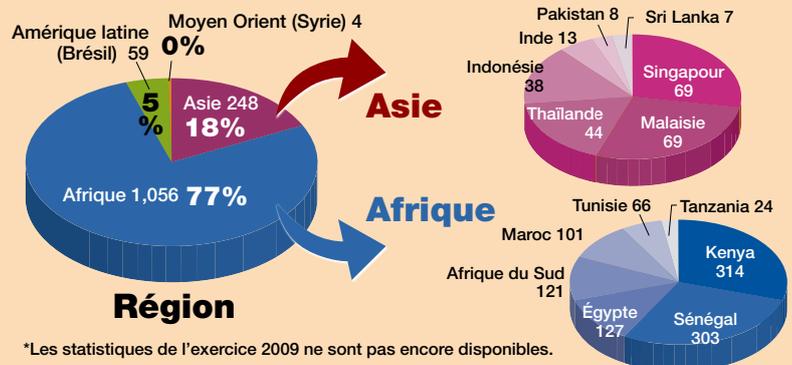
Depuis son lancement, la TICAD accorde une très grande importance à la coopération Sud-Sud, avalisée désormais par divers partenaires. Les principaux outils de la coopération triangulaire avec le Japon comprennent : la « Formation dans un pays tiers » et les « Experts d'un pays tiers », qui soutiennent la coopération Asie-Afrique, de même que la coopération au sein du continent africain, laquelle représente maintenant la majeure partie de ce type de coopération. Par exemple, les programmes phares de la TICAD IV, tels que le Programme de renforcement de l'enseignement des mathématiques

et des sciences (SMASE), le Programme de gestion intégrée de la qualité en faveur de meilleurs services hospitaliers, le Programme de « L'École pour Tous », la Coalition pour le développement du riz africain (CARD), l'Initiative « Un Village, Un Produit » (UVUP) et l'Initiative « Postes frontières Juxtaposés » (OSBP) offrent des possibilités considérables pour la coopération triangulaire, et les composantes tripartites Asie-Afrique et Afrique-Afrique y sont toutes deux incorporées.

### Appui du Japon à la coopération triangulaire

Dans le cadre du Programme de 2008 de formation dans un pays tiers, 1 367 ressortissants d'Afrique subsaharienne (45 pays) ont participé aux soixante-douze formations organisées dans un pays tiers comme indiqué dans le Tableau ci-dessous. S'agissant de la coopération Afrique - Asie, des formations de la JICA se sont déroulées en 2008 et dans 7 pays d'Afrique, à savoir : Kenya, Sénégal, Égypte, Afrique du sud, Maroc, Tunisie et Tanzanie. En outre, un total de douze experts de pays tiers (Philippines : 1, Indonésie : 3, Brésil : 1, Kenya : 5 et Mali : 2) ont été dépêchés en Afrique subsaharienne dans la même année.

### Nombre de participants originaires d'Afrique subsaharienne au Programme de formation dans un pays tiers par région et pays d'Asie et d'Afrique (Exercice 2008)



### Coopération Japon-Brésil au Mozambique

Suite à la coopération fructueuse enregistrée dans la région du Cerrado au Brésil, devenue une des principales régions productrices de céréales au monde après vingt années d'assistance japonaise, le Japon, le Brésil et le Mozambique ont convenu, en septembre 2009, de coopérer au développement agricole dans la région tropicale de savane au Mozambique. L'étude conjointe a démarré au Mozambique sous la direction du Japon et du Brésil. Le contenu même de cette coopération sera décidé à la fin de l'étude conjointe en mars 2010.



Réunion des délégués du Japon, du Brésil et du Mozambique



Paysage antérieur dans la région du Cerrado (savane) au Brésil



Paysage actuel de la savane tropicale au Mozambique



Paysage actuel dans la région du Cerrado au Brésil

(Photos: JICA)

### Appui à la coopération triangulaire par les autres partenaires de la TICAD

#### ● PNUD:

Sur financement japonais, le PNUD contribue à promouvoir la coopération Asie-Afrique dans le cadre de programmes tels que le Forum Afrique-Asie pour les affaires ou le Réseau des universités de développement Asie-Afrique (AADUN).

#### ● La Banque mondiale:

A mis en place le Fonds fiduciaire pour le partage des expériences Sud-Sud (SEETF) afin de faciliter les échanges appropriés de connaissances et de savoir-faire entre les décideurs et les exécutants dans les pays en développement. Jusqu'à présent, vingt-six pays africains ont participé à dix échanges avec des pays d'Asie et d'autres pays d'Afrique en vue de partager leurs expériences. La coopération Sud-Sud est de plus en plus intégrée aux opérations de la Banque mondiale et constitue une composante-clé du programme de l'Institut de la Banque mondiale.



### ● **Banque africaine de développement (BAD):**

Avec le concours du gouvernement tunisien et de la JICA, des formations à la gestion et à la planification des finances publiques ont été organisées par la BAD, et celle-ci prévoit de mettre en place un fonds fiduciaire pour la coopération Sud-Sud.

### ● **Organisation asiatique de productivité (APO):**

L'APO transfère depuis 2006 des outils et techniques d'amélioration de la productivité développés en Asie aux membres de l'Association panafricaine de productivité (PAPA). La PAPA a démarré la coordination avec l'UA en 2009 pour promouvoir la productivité parmi ses membres. L'UA prévoit d'organiser en 2010 un atelier portant sur la productivité dans le secteur public auquel la PAPA contribuera en apportant son expertise dans le renforcement de la productivité collective avec le concours de l'OPA.

### ● **Thaïlande:**

Ce pays met activement en œuvre la coopération Asie-Afrique. Dans le domaine de l'agriculture, un projet de création d'un village modèle au Lesotho a été conduit avec succès en se fondant sur le concept d'économie autosuffisante et de théorie agricole innovante. Dans le secteur de la santé, des formations ont été organisées sur le développement de prothèses au Burundi et sur la gestion de l'adhésion à long terme aux thérapies antirétrovirales (ART) et à la prévention et la lutte contre le paludisme dans un plus grand nombre de pays africains.

## 2. Approfondir l'intégration régionale

L'engagement pris par le Japon pour l'approfondissement de l'intégration régionale intervient essentiellement dans le cadre de la promotion du développement des infrastructures régionales, des Postes frontières Juxta posés (OSBP) et de la coopération Sud-Sud intrarégionale. Le renforcement de cette collaboration avec l'UA et les communautés économiques régionales (REC) est activement recherché.

Au cours de 2009, la Banque mondiale, outre l'aide au transport régional et aux projets de production d'électricité, a apporté un soutien à plusieurs investissements nouveaux, à des travaux d'analyse et à une assistance technique destinés à promouvoir l'intégration régionale. De nouveaux investissements ont été approuvés pour les

infrastructures régionales liées aux TIC et la promotion de centres régionaux de recherche agronomique d'excellence en Afrique de l'Est ; la protection environnementale et le développement de moyens de subsistance dans les bassins du Nil et du Lac Victoria ; le renforcement des institutions régionales financières et de réglementation en Afrique centrale. Parmi les éléments phares des programmes d'appui analytique et technique figure l'étude sur le renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique australe et orientale dans le cadre de la libéralisation du commerce, de l'intégration régionale et de l'assistance technique à la COMESA et à la CEDEAO en vue de mettre en place des structures institutionnelles et de gestion pour leurs financements de nouvelles infrastructures.

## 3. Élargir le partenariat

### **Partenariats avec le secteur privé**

Comme indiqué dans la section « II.2. Commerce, investissement et tourisme », les efforts déployés afin de renforcer les partenariats public-privé se poursuivent. L'appui public aux activités commerciales, sous une nouvelle forme dite des « activités commerciales base de la

pyramide », qui a démarré, devrait se traduire à l'avenir par la diversification des activités des entreprises japonaises et des acteurs de la société civile associés au développement africain.

### **Collaboration avec la société civile**

La société civile a été étroitement associée au processus de la TICAD. Des délégués de la société civile du Japon et de l'Afrique ont participé aux réunions antérieures de la TICAD. La base de données sur le web créée par le Rapport annuel d'Activités de 2009 est accessible à toutes les parties concernées menant des actions conformes aux

objectifs du PAY. Cette année, les activités de sept nouveaux groupes de la société civile ont été enregistrées dans cette base de données. Il existe également un exemple unique de société civile africaine, à savoir la Commission civile pour l'Afrique (CCFA) qui contribue à suivre les projets hospitaliers de l'APD du Japon en Ouganda.

### **Coopération universitaire**

Une étude menée par le MECRST en 2007 a montré qu'un total de 140 accords bilatéraux de coopération (y compris des échanges d'étudiants, envoi de professeurs / chercheurs / personnel administratif, validation d'unités de valeur, recherche conjointe et bourses) avaient été conclus entre des universités japonaises, des universités et instituts africains.

La plupart de ces accords sont gérés indépendamment par chaque

université, même si certains sont liés à des projets ou programmes spécifiques mis en œuvre par le gouvernement japonais ou la JICA tels que le SMASE, l'E-JUST, le Programme de financement des centres de recherche sur les maladies infectieuses émergentes ou réémergentes, l'envoi de chercheurs en sciences et technologie, et le Programme de partenariat de recherche en sciences et technologie pour le développement durable.

# TICAD IV

## Mécanisme de suivi

La quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, la TICAD IV, s'est tenue à Yokohama, Japon, en mai 2008. Outre la Déclaration de Yokohama, la Conférence a adopté un plan quinquennal, le Plan d'action de Yokohama, et mis en place le mécanisme de suivi de la TICAD, une structure trois tiers chargée de passer en revue et d'évaluer annuellement la mise en œuvre et les engagements détaillés dans le PAY.

2008

**Plan d'action de Yokohama  
(PAY)**

2008 – 2010

**Secrétariat  
de suivi**

Collecte d'information / analyse /  
RP / gestion des sites internet

**Réunions  
ministérielles  
de suivi**

Examen et évaluation  
de l'avancement et  
fourniture de conseils  
politiques de haut niveau

**Comité conjoint  
de surveillance**

Adoption du  
**rapport annuel d'avan-  
cement de la TICAD IV**

<http://www.mofa.go.jp/region/africa/ticad/ticadfollow-up/report/index.html>



Ministère des Affaires étrangères du Japon  
Kasumigaseki 2-2-1, Chiyoda-ku, Tokyo  
100-8919, Japan.

Tel: +81- (0) 3-3580-3311  
<http://www.mofa.go.jp>